

# Les Effets de la Libéralisation sur la Trajectoire du Développement Humain en Inde

## *The Effect of Liberalisation on the Human Development Trajectory in India*

Satchidanand SEETHANEN  
CEMOI, EA 13

### 1 INTRODUCTION

Depuis peu, l'Inde a fait une apparition remarquée sur la scène mondiale. Son taux de croissance qui frôlait les 10 % avant la crise financière mondiale a en effet propulsé ce poids lourd démographique dans le peloton de tête des pays émergents.

Mais malgré ce dynamisme économique que certains attribuent d'ailleurs exclusivement à tort à la libéralisation, l'Inde n'était encore classée que 128ème en terme de développement humain par le PNUD dans son rapport de 2008.

Ce résultat peut paraître décevant à première vue. Cependant, connaissant la situation sociale catastrophique dans laquelle se trouvait l'Inde au lendemain de son accession à l'indépendance en 1947, il nous a paru intéressant de rechercher si des progrès n'avaient pas été néanmoins réalisés dans ce domaine et dans quelle mesure la libéralisation avait influencé la trajectoire du développement humain. Rappelons que selon la logique de la *trickle down strategy*, la croissance finit toujours par bénéficier aux pauvres sans qu'il y ait nécessité d'une politique particulière de redistribution.

Cet article se propose d'examiner divers indicateurs dont le choix se justifie à la fois par l'existence de données disponibles pour l'Inde et le fait qu'ils offrent l'avantage d'une objectivité partagée par la communauté scientifique. Notre étude porte sur deux périodes de durée à peu près équivalente, avant et après la libéralisation engagée suite à la crise des changes de 1991. Nous examinerons dans un premier temps l'évolution des indicateurs de pauvreté monétaire développés par la Banque Mondiale. Puis, nous nous intéresserons à l'indice composite de développement humain (IDH) du PNUD ainsi qu'à ses composantes. Nous porterons ensuite notre attention sur les politiques de soutien de l'Etat aux secteurs sociaux avant de conclure.

D'un point de vu méthodologique, nous avons pris pour base des sources indiennes. Notre article s'appuie en particulier sur les études de Mahendra Dev et Ravi C. [2006] et Sen Abhijit. et Himanshu [2007] pour ce qui concerne la pauvreté et les inégalités, l'étude de Madhusadan Gosh [2007] pour ce qui concerne les questions du développement humain, et une analyse de l'évolution des dépenses de l'Etat dans le secteur social d'après les données officielles pour ce qui concerne la politique d'accompagnement social.

## 2 PAUVRETÉ, CROISSANCE ET LIBÉRALISATION

La difficulté de définition d'un indicateur de pauvreté réside dans la perception qui entoure la dimension humaine du développement. La notion de pauvreté signifie avant tout un ensemble de carences : d'argent, d'éducation, d'alimentation, d'intégration, de relations, de sécurité, de dignité, mais aussi de liberté et de capacité [Sen, A. 1987, 2005]<sup>1</sup>, dont une approche objective est rendue nécessaire pour que se concentre l'action publique [Blandine Destremau, 1998]<sup>2</sup>. A ce titre, la Banque Mondiale met au point une série d'indicateurs basés sur l'évaluation monétaire du panier de biens minimum définissant le seuil de pauvreté, mais dont la comparabilité entre pays est problématique puisqu'elle dépend de l'évaluation du prix de ce panier entre pays.

Ce seuil minimum est composé par une évaluation du nombre de calories minimum nécessaires à la survie, auquel on applique un coefficient dit *d'Engel* censé mesurer les dépenses nécessaires en logement, transport et habillement. Bien que fortement critiqué dans son approche de la diversité de la population en Inde selon que celle-ci vive en milieu rural et soit un travailleur du sol ou un employé de bureau en milieu urbain [Mahendra Dev, 2005, Acharya et Ghimire, 2005], son mode de calcul est néanmoins celui utilisé par le *National Sample Survey Organisation* (NSSO) pour mesurer la pauvreté en Inde.

Un premier indicateur (H0) renseigne sur le pourcentage de la population dite pauvre, c'est-à-dire vivant avec un revenu inférieur au revenu de base nécessaire à la subsistance définissant le seuil de pauvreté ci-dessus. Il est complété par un deuxième (H1) qui mesure la profondeur de la pauvreté ou *brèche de pauvreté* et un troisième (H2) qui mesure sa dispersion, appelé encore indicateur FGT du nom de ses auteurs (Foster, Greer, et Thorbecke). La brèche de pauvreté ( $H_1 = [\Sigma[(z-y_i)/z]/n$ ) mesure l'éloignement des pauvres par rapport à la ligne de pauvreté. L'indicateur FGT est déduit du précédent indice en accordant un poids plus important aux revenus les plus faibles (par élévation au carré de l'expression  $(z-y_i)/z$ ) parmi les revenus en deçà de la ligne de pauvreté et renseigne sur le degré d'inégalité entre les pauvres.

Nous commencerons par étudier l'évolution de la pauvreté à travers l'indice H0 que nous compléterons par une analyse des variations du nombre de pauvres en données absolues. Puis, nous étudierons les inégalités entre les pauvres à travers les paramètres de dispersion (H1) et (H2), complété par l'indice de Gini. Enfin, nous présenterons une étude plus fine sur 15 Etats en distinguant deux sous-périodes après la libéralisation.

### 2.1 Mesures de la pauvreté

#### 2.1.1 Les résultats en pourcentage

Dans cette étude de la pauvreté, nous avons distingué, à l'intérieur de la population vivant au dessous du seuil de pauvreté, celle dite très pauvre, c'est-à-dire disposant d'un revenu inférieur à trois-quarts du revenu monétaire de base nécessaire à la subsistance. Les calculs vont de 1983 à 2005, découpés en deux périodes à peu près équivalente de onze années chacune (Tableaux 1 et 2). Ils sont accompagnés de quelques données démographiques sur l'évolution de la population pour le pays (Tableau 3).

On peut voir que le pourcentage de la population se situant sous le seuil de pauvreté a diminué sensiblement entre 1983 et 2005. En effet, celui-ci passe de 44,9% en 1983 à 28,3% en 2005.

<sup>1</sup> Sen Amartya, *Ethique et économie*, Quadrige PUF, Paris, 1987, p 218., *Rationalité et liberté en économie*, Odile Jacob, Paris, 2005, p 303-323.

<sup>2</sup> Pierre Salama, [1998], *L'insoutenable misère du monde*. Vents d'ouest, collection alternative.

La pauvreté aurait donc diminué de presque 17 points en 20 ans. La diminution du taux de très pauvres a été proportionnellement encore plus spectaculaire puisque celui-ci chute de plus de moitié en passant de 24,79% à 10,32%.

**Tableau 1 - H0 : Indicateur de Pauvreté ou pourcentage de la population pauvre vivant sous le seuil de pauvreté (de 1983 à 2005)**

Type de pauvreté	Années			Variation annuelle moyenne		
	1983	1994	2005	1983 à 1994	1994 à 2005	1983 à 2005
Rurale	45,8	37,3	29,2	-0,77	-0,74	-0,75
Urbaine	42,3	32,6	26	-0,88	-0,60	-0,74
All India	44,9	36	28,3	-0,81	-0,70	-0,75

**Tableau 2 : Pourcentage de très pauvres (de 1983 à 2005)**

	Années			Variation annuelle moyenne		
	1983	1994	2005	1983 à 1994	1994 à 2005	1983 à 2005
Rurale	25,52	15,38	9,64	-0,92	-0,52	-0,72
Urbaine	22,45	16	12	-0,59	-0,36	-0,48
All India	24,79	15,54	10,32	-0,84	-0,47	-0,66

Source : National Sample Survey 43<sup>ème</sup>, 50<sup>ème</sup> et 61<sup>ème</sup> round of Consumer Expenditure Survey, calculs de l'auteur, Mahendra Dev et Ravi C[2007]

**Tableau 3 : Evolution Démographique (de 1983 à 2005)**

	Années			En pourcentage de la population		
	1983	1994	2005	1983	1994	2005
Rurale	550,3	663,4	795,6	76,2%	73,6%	71,3%
Urbaine	171,0	237,7	320,2	23,7%	26,4%	28,7%
All India	721,3	901,1	1115,8	100,00%	100,00%	100,00%

Source : National Sample Survey, [http://mospi.gov.in/nssso\\_test1.htm](http://mospi.gov.in/nssso_test1.htm)

L'examen détaillé de ces chiffres montre cependant que cette diminution est globalement moins rapide dans la période qui suit la libéralisation. En effet, pour ce qui concerne les pauvres, la baisse qui était de près de 9 points dans la période précédant la libéralisation (1983-1994) tombe à moins de 8 points dans la période suivante (1994-2005). En moyenne annuelle, l'amélioration passe de -0.81 sur la première période à seulement -0.7 sur la deuxième.

Le ralentissement de la baisse est encore plus marqué en ce qui concerne le pourcentage de très pauvres puisque le gain qui était de plus de 9 points avant la libéralisation tombe à presque 5 points après la libéralisation, la moyenne annuelle passant de -0.84 à -0.47.

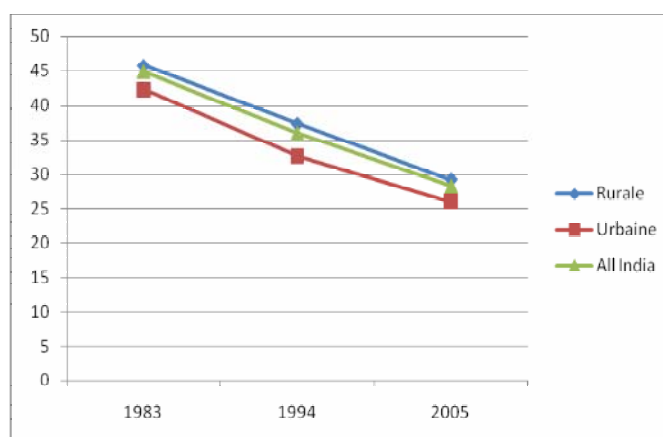
Bien que les remarques précédentes valent tant pour les zones rurales que pour les zones urbaines, des différences notables sont à noter dans l'importance du ralentissement de l'amélioration. Ainsi, alors que la baisse du taux de pauvres reste à peu près constante dans les campagnes, passant en moyenne annuelle de -0.77 avant la libéralisation à -0.74 après, elle marque nettement le pas dans les villes, passant de -0.88 à -0.60. Cette différence s'explique par l'exode rural qui contribue par simple transfert géographique à un accroissement du poids démographique des villes par rapport à celle des campagnes comme le montre le tableau 3 (voir aussi Annexe II – Evolution de la distribution entre population rurale et urbaine entre 1983 et 2004-05 dans les Etats). Toutefois, le taux de pauvres en zone urbaine restait toujours en 2005 inférieur à celui des zones rurales.

En ce qui concerne la grande pauvreté, le taux de très pauvres en zone rurale (25,52%) est ici encore supérieur à celui des zones urbaines (22,45%). Mais la situation est sensiblement différente car le rythme de l'amélioration en zone rurale étant dès le départ supérieur à celui de l'amélioration en zone urbaine, la tendance s'inverse dès avant 1994. Cependant, cette amélioration connaît elle aussi après la libéralisation un infléchissement puisqu'en moyenne annuelle, elle passe de -0.92 sur la première période à -0.52 sur la seconde. Elle reste toutefois supérieure à celle des zones urbaines qui connaît elle aussi un infléchissement à partir de 1994, passant en moyenne annuelle de -0.59 à -0.36. De sorte que le taux de très pauvres continuant à baisser plus rapidement en milieu rural qu'en milieu urbain après la libéralisation, l'écart se creuse en faveur du recul de la grande pauvreté dans les campagnes.

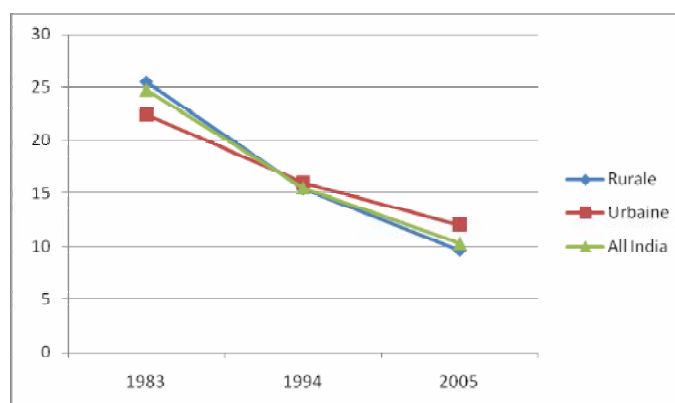
Les graphiques 1 et 2 illustrent cette évolution.

Le graphique 1 montre que le taux de pauvreté en zone rurale est constamment supérieur à celui des zones urbaines, les deux étant constamment en baisse. Mais si sur la période précédant la libéralisation, le recul de la pauvreté est plus rapide en zone urbaine qu'en zone rurale, la tendance s'inverse après la libéralisation. L'infléchissement plus marqué en 1994 de la pente de la courbe relative aux zones urbaines traduit cette diminution moins rapide du taux de pauvreté dans les villes après la libéralisation. De sorte que, le recul de la pauvreté en zone rurale gardant quasiment la même allure, l'écart se resserre entre les deux taux.

**Graphique 1 :** *Pourcentage de la population vivant sous le seuil de pauvreté (de 1983 à 2005)*



**Graphique 2 :** *Pourcentage de la population très pauvre (de 1983 à 2005)*



Le graphique 2 montre qu'en ce qui concerne les très pauvres, leur taux en zone rurale est ici encore, au départ, supérieur à celui des zones urbaines. Mais comme le recul en zone rurale

est, contrairement à ce qui se passait pour le taux de pauvres du graphique précédent, supérieur dès 1983 au recul en zone urbaine, les deux courbes se croisent avant même que les effets de la libéralisation se fassent sentir. Ce qui fait qu'à compter de cette date, le nombre des très pauvres en zone urbaine devient proportionnellement supérieur à celui des campagnes. Après la libéralisation, on remarque que le recul marque un infléchissement aussi bien en zone rurale qu'en zone urbaine, mais comme le recul reste malgré tout supérieur en zone rurale, l'écart se creuse davantage comme nous l'avons déjà vu.

Ce recul général de la pauvreté, même si un peu moins rapide après la libéralisation, sera encore plus visible sur les données en valeur absolue tel que nous allons voir maintenant.

### 2.1.2 Les résultats en valeur absolue

Les tableaux 4 et 5 montrent qu'en zone rurale, malgré un accroissement démographique quasi égal de 20% sur les deux périodes, le nombre de pauvres et de très pauvres diminuent systématiquement en valeur absolue. En effet, la baisse est de 4,6 millions entre 1983 et 1994, et de 15,1 millions entre 1994 et 2005 pour les pauvres. Pour les très pauvres, le résultat est encore plus spectaculaire puisque les chiffres sont respectivement 38 millions et 23,5 millions, de sorte que leur nombre, qui était de 140 millions en 1983 chute presque de moitié en 2005.

En zone urbaine, les résultats ne sont pas aussi nets. Malgré les baisses en pourcentage, le nombre de pauvres augmente en moyenne de 5,5 millions sur les deux périodes passant de 72,3 millions en 1983 à 83,3 millions en 2005. Quant au nombre de très pauvres, il stagne à 38 millions. Il est vrai que dans les villes, la pression démographique est plus forte avec un accroissement de 39% sur la première période et de 34,7% sur la seconde.

Ces résultats sont illustrés par les graphiques 3 et 4.

**Tableau 4 : Nombre de pauvres (en millions)**

Type de pauvreté	Années			En pourcentage de la population*		
	1983	1994	2005	1983	1994	2005
<b>Rurale</b>	252,1	247,2	232,2	45,8%	37,3%	29,2%
<b>Urbaine</b>	72,3	77,4	83,3	42,3%	32,6%	26,0%
<b>All India</b>	324,3	324,6	315,5	44,9%	36,0%	28,3%

**Tableau 5 : Nombre de très pauvres (en millions)**

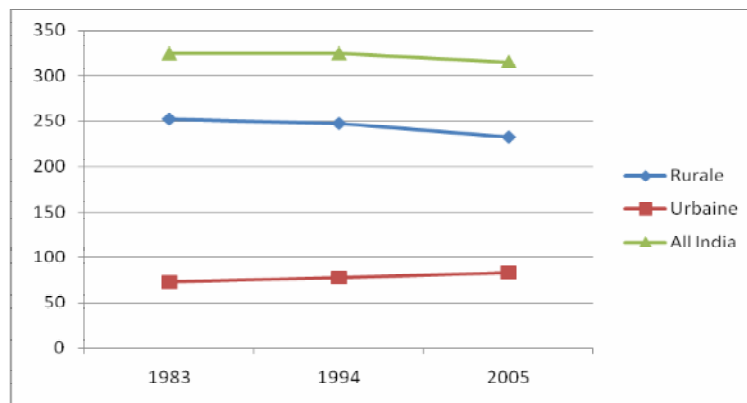
Type de pauvreté	Années			En pourcentage de la population**		
	1983	1994	2005	1983	1994	2005
<b>Rurale</b>	140,4	102	76,7	25,4%	15,4%	9,6%
<b>Urbaine</b>	38,3	38,00	38,40	22,4%	16,0%	12,0%
<b>All India</b>	178,4	140	115	24,8%	15,5%	10,3%

\* données du tableau précédent pour H0

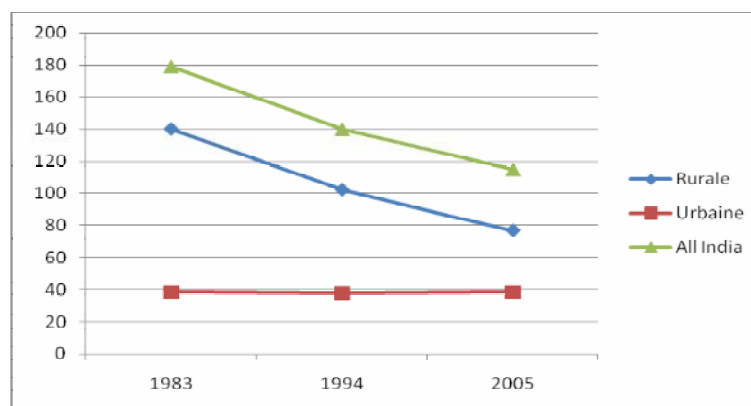
\*\* données du tableau précédent du taux de pauvreté des très pauvres

Source : calculs de l'auteur, National Sample Survey 43<sup>ème</sup>, 50<sup>ème</sup> et 61<sup>ème</sup> round of Consumer Expenditure Survey, Mahendra Dev et Ravi C.[2007]

**Graphique 3 : Nombre de pauvres (en millions)**



**Graphique 4 : Nombre de très pauvres (en millions)**



Mais pour mieux juger du progrès accompli sur la pauvreté ainsi que la très grande pauvreté, il est nécessaire de faire une simulation qui fasse abstraction de la baisse des taux sur tout l'intervalle étudié (Tableaux 6 et 7). En effet, compte tenu de l'accroissement démographique, le nombre des pauvres et des très pauvres auraient été nettement plus élevés aussi bien en zone rurale qu'en zone urbaine. Les graphiques 5 et 6 reflètent ce qu'aurait été l'augmentation de la pauvreté et de la très grande pauvreté sans les progrès réalisés.

Ainsi, la comparaison des tableaux 4 et 6 montrent qu'en zone rurale, sans la baisse du taux de pauvreté, le nombre de pauvres se serait élevé en 1994 à 303,8 millions au lieu des 247,7 millions enregistrés, soit 56,4 millions de plus, et en 2005 à 364,4 millions au lieu des 232,3 millions enregistrés, soit 132,3 millions de plus.

Pour ce qui concerne les très pauvres, c'est à 67,3 millions de plus auquel il aurait fallu s'attendre en 1994 et à 126,3 millions en 2005.

De même, en zone urbaine, grâce à la baisse des taux, on a enregistré à la fin de la première période 77,5 millions de pauvres au lieu de 100,5 millions, soit 23 millions de moins, et à la fin de la deuxième période 83,3 millions de pauvres au lieu de 135,4 millions, soit 52,1 millions de moins.

Toujours en zone urbaine, en ce qui concerne les très pauvres, les gains sont de 15,4 millions en 1994 et de 33,5 millions en 2005.

**Tableau 6 : Projection du nombre de pauvres au taux de 1983 (en millions)**

Type de pauvreté	1983	1994 au taux de 1983	2005 au taux de 1983
Rurale	252,1	303,8	364,4
Urbaine	72,3	100,5	135,4
All India	324,4	404,4	499,8

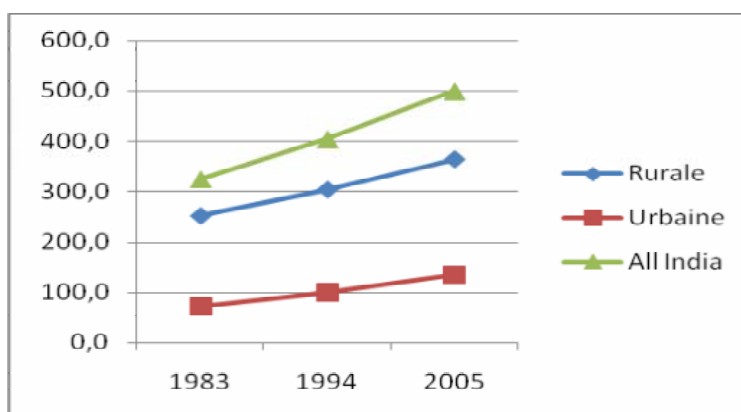
Source : calculs de l'auteur, National Sample Survey 43<sup>ème</sup>, 50<sup>ème</sup> et 61<sup>ème</sup> round of Consumer Expenditure Survey, Mahendra Dev et Ravi C.[2007]

**Tableau 7 : Projection du nombre de très pauvres au taux de 1983 (en millions)**

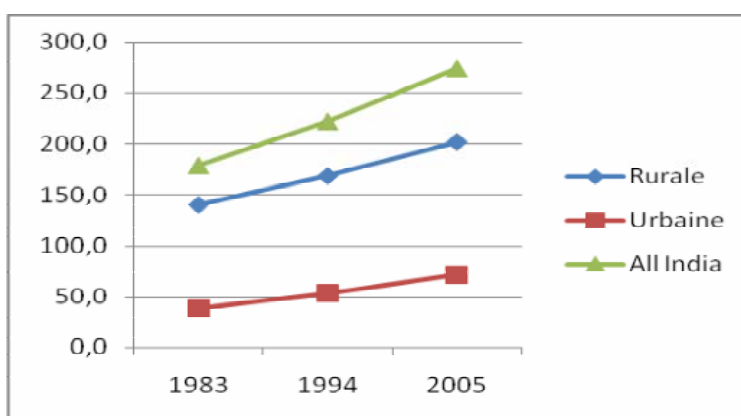
Type de pauvreté	1983	1994 au taux de 1983	2005 au taux de 1983
Rurale	140,4	168,5	202,1
Urbaine	38,4	53,2	71,7
All India	178,8	221,7	273,8

Source : idem

**Graphique 5 : Projection du nombre de pauvres au taux de 1983 (en millions)**



**Graphique 6 : Projection du nombre de très pauvres au taux de 1983 (en millions)**



Ces chiffres sont étayés par l'examen des paramètres de dispersion de pauvreté qui suivent, auxquels nous avons ajouté un indicateur d'inégalité, l'indice de Gini en base 100 (calculé à partir de la prise en compte de tous les revenus, aussi bien inférieurs que supérieurs au seuil de pauvreté – voir méthode de calcul en Annexe 1).

## 2.2 Mesures de la profondeur (H1) et de la dispersion (H2) de la pauvreté - L'indice de Gini : l'inégalité en général

Tel que mesurée par l'indicateur H1 (Tableau 8 ci-après, et calculs détaillés en Annexe 1), la profondeur de la pauvreté a elle aussi sensiblement diminué, mais toujours moins rapidement dans la période post libéralisation qu'avant, que ce soit en milieu rural ou en milieu urbain. C'est là un résultat que les tableaux 1 et 2 mettaient en évidence puisque nous avons observé que les très pauvres avaient diminué, en proportion, de manière plus importante que les pauvres, que ce soit en milieu rural ou en milieu urbain. Nous pouvons en déduire que les pauvres se sont rapprochés de la ligne de pauvreté. Ces résultats confirment le recul général de la très grande pauvreté que nous avons constaté précédemment.

**Tableau 8 : Brèche de pauvreté, dispersion de la pauvreté, et inégalités**

Indices	période			Variation annuelle moyenne		
	1983	1994	2005	1983 à 1994	1993-94 à 2005	1983 à 2005
<b>En milieu rural</b>						
H1 ou brèche de pauvreté	12,4	8,5	5,8	-0,35	-0,25	-0,30
H2 ou FGT	4,9	2,8	1,8	-0,18	-0,10	-0,14
Gini	30,8	28,6	30,5	-0,20	0,17	-0,02
<b>En milieu urbain</b>						
H1 ou brèche de pauvreté	11,4	8,0	6,2	-0,31	-0,16	-0,24
H2 ou FGT	4,4	2,9	2,0	-0,14	-0,08	-0,11
Gini	34,1	34,3	37,5	0,02	0,29	0,16
<b>All India</b>						
H1 ou brèche de pauvreté	12,1	8,4	5,9	-0,34	-0,22	-0,28
H2 ou FGT	4,8	2,9	1,8	-0,17	-0,09	-0,13
Gini	31,6	30,1	32,5	-0,14	0,22	0,04

Source : National Sample Survey 43<sup>ème</sup>, 50<sup>ème</sup> et 61<sup>ème</sup> round of Consumer Expenditure Survey, calculs de l'auteur, Mahendra Dev et Ravi C.[2007], Himanshu [2007]

Par ailleurs, on constate que les inégalités parmi les pauvres ont aussi diminué, que ce soit en milieu rural ou en milieu urbain. En effet, l'indicateur H2 passe sur cette période de 4.9 à 1.8 pour les pauvres en milieu rural, de 4.4 à 2 en milieu urbain, soit de 4.8 à 1.8 pour l'Inde entière. Cette amélioration est là encore plus rapide avant la libéralisation. A la lecture des résultats pour H1 et H2, on peut dire que les pauvres se seraient rapprochés d'une façon homogène de la ligne de pauvreté.

Cependant, on observe dans le même temps que les inégalités en général ont augmenté comme le montre l'indice de Gini. En effet, celui-ci passe de 31,6 en 1983 à 32,5 en 2005 après être descendu à 30,1 en 1994. Mais une analyse par zone montre que cette amélioration sur la première période ne concerne que les zones rurales. En effet, en milieu urbain, la situation n'aurait cessé de se dégrader, certes moins rapidement dans la première période que dans la deuxième, puisque l'indice de Gini passe de 34,1 à 34,3 entre 1983 et 1994, et à 37,5 en 2005.

Ces résultats agrégés sont ceux que l'on retrouve au niveau désagrégé pour les Etats indiens d'après les estimations officielles que nous proposons pour les deux grandes périodes dans le document joint en Annexe 3. Celles-ci seraient toutefois marquées par quelques petites exceptions. En effet, on note que dans certains Etats, la diminution de la pauvreté durant les deux périodes ne s'est pas accompagnée d'une augmentation des inégalités. C'est le cas du Karnataka, Le Madhya Pradesh et du Rajasthan. Par ailleurs, certains Etats auraient vu leur taux de pauvreté diminuer davantage que la moyenne nationale. Il s'agit de l'Andhra Pradesh



où la population vivant sous le seuil de pauvreté était de 14,8%, du Gujarat avec 16,8%, de l'Haryana avec 13,9%, de l'Himachal Pradesh avec 11,6%, du Kerala avec 14,5%, du Penjab avec un seuil extrêmement bas de 8%, Etat plus connu pour être le *grenier* de l'Inde, même si c'est en milieu urbain que cette diminution est très significative, soit 5,6%.

En résumé, on peut dire que ces chiffres sont d'autant plus intéressants que pendant la période pré libéralisation la croissance a été plus faible qu'avant la libéralisation. En effet, celle-ci fut de 5,09% sur la première période, tandis qu'elle a atteint 6,49% dans la seconde. Comme le souligne Blandine Destremeau [1998], il n'est pas donc pas automatique que la croissance touche automatiquement les plus défavorisés en proportion de sa progression. Elle a pu même contribuer dans certains cas à augmenter les inégalités au bénéfice de la classe capable de profiter de la croissance plus que les autres, c'est-à-dire la population la plus aisée comme le montre Piketty et Banerjee [2004]<sup>3</sup>. C'est ici un résultat général que l'on observe en l'absence de mécanismes redistributifs. Ainsi, les auteurs montrent que le revenu des 0,1% les plus riches aurait ainsi augmenté de plus de 390% entre 1988 et 2000, celui des 0,01% les plus riches de plus de 1000%, contribuant ainsi à accroître les inégalités. Néanmoins, le niveau de ces inégalités, bien qu'augmentant, ne dépasse pas toutefois celui de certains pays européens dont notamment la France avec un indice de Gini autour de 32.

Dans la section suivante, nous centrerons notre analyse de H0 sur un échantillon de quinze Etats représentatifs, en distinguant deux sous-périodes après la libéralisation : 1994 - 1999 et 1999 - 2005. On observera que la diminution de la pauvreté retrouve un rythme plus rapide à partir de 1999, sans que cette diminution puisse être attribuée exclusivement à la forte croissance de ces années.

### **2.3 Pauvreté et Inégalités dans les sous-périodes de la libéralisation – Une approche comparative entre les Etats**

Un mode de calcul optimiste du panier de bien entre deux rounds du National Sample Survey a modifié la perception de la pauvreté. Nous proposons en premier lieu dans cette section une analyse de la méthodologie des calculs du panier de bien critiqué par la communauté scientifique et, en second lieu, les estimations corrigées des données sur la pauvreté dans la deuxième sous-période de la libéralisation. En dernier lieu, nous présenterons les différentes raisons possibles qui justifient ces bons résultats.

#### **2.3.1 Les problèmes de l'évaluation du panier de biens**

Les indicateurs de pauvreté monétaire posent le problème de l'évaluation du panier de biens. Or précisément, un changement du mode de calcul est intervenu entre le 51<sup>ème</sup> round (1993-94) et le 55<sup>ème</sup> round du National Sample Survey (1999-2000). Ce changement a modifié les résultats et leurs interprétations, pour lesquels il existe aujourd'hui une littérature abondante et sujette à controverse [Deaton et Drèze, 2002, Sen et Himanshu, 2004a, Datt et Ravallion, 2002]. En effet, tandis que le 51<sup>ème</sup> round avait choisi une période de référence uniforme de trente jours pour l'évaluation des biens alimentaires et non alimentaires (PRU), le 55<sup>ème</sup> round du NSS utilisa une période de référence mixte (PRM) qui consista dans le choix d'une période de sept jours pour l'évaluation des dépenses alimentaires, de trente jours pour les dépenses non alimentaires qui ne rentrent pas dans la troisième catégorie qui elle, est comptabilisée sur trois cent soixante-cinq jours. Cette dernière catégorie est celle des dépenses en habillement, chaussures et biens durables. Ce changement du mode de calcul s'est traduit par un résultat au

---

<sup>3</sup> Tomas Piketty, [2004], Top India Income, 1922-2000, Discussion Paper no 4632, MIT

centre de la controverse au sein de la communauté scientifique. Selon Deaton and Drèze [2002], les méthodes de calcul en résultant avaient pour conséquence de surévaluer les dépenses de consommation des ménages et donc de faire diminuer la mesure de la pauvreté.

En effet, entre le 51<sup>ème</sup> et le 55<sup>ème</sup> round, on aurait observé une diminution sur seulement cinq ans de 10 points du taux de pauvreté qui serait ainsi passé de 36% en 1993-94 à 26% en 1999-2000. Or, les estimations apportées par le 61<sup>ème</sup> round ont montré que la pauvreté avait certes continué à diminuer mais moins rapidement qu'avant la libéralisation. L'optimisme dégagée par les bons résultats du 55<sup>ème</sup> round avait un impact lourd de conséquences, notamment sur l'utilité des politiques de développement destinées aux secteurs sociaux et sur le fait que seule la croissance pouvait assumer une diminution de la pauvreté, écartant ainsi la nécessité des politiques de redistribution.

Plusieurs méthodes d'estimations ont été testées dans l'intermède, toutes ayant leurs avantages et leurs inconvénients [Abhijit Sen, 2000, Deaton, 2001a, 2001b, Deaton et Drèze, 2002, Deaton et Tarrozzi, 2000, Tarrozzi 2002, Datt et Ravallion, 2002, Abhijit Sen et Himanshu, 2004]. En adoptant à nouveau la méthode de calcul de la période uniforme (PRU), les estimations des dépenses de consommation et de sa distribution pour le 61<sup>ème</sup> round du *National Sample Survey* donnent des chiffres qui nous permettent d'avoir une vision corrigée de la diminution de la pauvreté entre les deux sous-périodes de la libéralisation (1993-94 - 1999-00 et 1999-00 à 2000-2005).

Les estimations corrigées du 55<sup>ème</sup> round que nous présentons ici sont celles de Mahendra Dev et Ravi C. [2007], basées sur une projection ajustée des dépenses de consommation du 51<sup>ème</sup> round, avec comme hypothèse que les habitudes de consommation des ménages ont augmenté selon certaines proportions en fonction de la hausse du revenu<sup>4</sup>. Cette hypothèse peut être contestée par le fait qu'entre les deux rounds, les habitudes de consommation des ménages aient pu changer. Mais les enquêtes intermédiaires entre le 55<sup>ème</sup> et le 61<sup>ème</sup> round, montre que si elles ont effectivement changé, elle ne l'aurait fait que dans les années récentes c'est-à-dire à partir de 2000-2001, date de la déréglementation de la plupart des marchés des biens de consommation. Ces chiffres donnent ainsi selon nous une représentation relativement objective dans la mesure où ils se situent entre la moyenne des estimations à partir d'hypothèses basses et hautes, retenues par les différentes études réalisées sur le sujet (*op.cité*).

Les résultats pour H0 sur l'échantillon des 15 Etats sont présentés dans les Tableaux 9 et 10.

### **2.3.2 Evolution de H0 pendant les deux sous périodes de la libéralisation**

#### **2.3.3**

Les chiffres de la partie grisée du tableau 10 ci dessus indiquent les variations en rythme annuel de la pauvreté sur les deux sous-périodes de la libéralisation ainsi que la variation pour la totalité période. On peut voir dans le tableau 9 que le pourcentage de pauvres a diminué. On note également et à juste titre que l'estimation donnée est effectivement inférieure à celle du 55<sup>ème</sup> round, la diminution de la pauvreté entre le 51<sup>ème</sup> et le 55<sup>ème</sup> round n'étant alors ici que de 3.3 points au lieu des 10 points annoncés d'après la méthode de la période de référence mixte. Par ailleurs, on note effectivement que la diminution de la pauvreté a été moins rapide entre 1993-1994 et 1999-2000 qu'entre 1999-2000 et 2004-2005. En effet, le rythme de diminution de la pauvreté s'est accéléré dans la deuxième sous-période comme le montre le

---

<sup>4</sup> Sur l'hypothèse du changement du mode de consommation on pourra se référer à l'étude de Kumar, Mruthyunjaya, et Dey [2007], *Long Term Changes in Indian Food Basket and Nutrition*. EPW, Special Article, Vol 42 No. 35 September 01 - September 07, 2007. Les auteurs montrent qu'au fur et à mesure que le revenu augmente, les ménages les plus modestes consomment proportionnellement davantage de produits de base comme le riz ou les céréales, tandis que pour les catégories les plus aisées, cette proportion au contraire diminue, avec une augmentation quasi équivalente pour les deux catégories pour ce qui est des huiles, des fruits, des produits laitiers et des protéines de sources animales (viandes, poissons, œufs).

tableau 10. Si ces chiffres sont valables pour l'Inde entière, on note toutefois que l'examen de leur décomposition entre population rurale et population urbaine montre deux tendances contrastées. Le rythme de la diminution aurait ainsi été plus rapide en zone urbaine avant 1999-2000. Comment expliquer alors cette variation dans le rythme de la diminution de la pauvreté entre les deux sous-périodes de la libéralisation? C'est la question à laquelle nous nous proposons de répondre dans la section suivante.

**Tableau 9 : évolution de H0 entre 1993/94 et 2004/05**

	Rural			Urbain			Etats		
	1993-94	1999-00	2004-05	1993-94	1999-00	2004-05	1993-94	1999-00	2004-05
Andhra Pradesh	16,6	13,8	10,9	37,6	33,6	24,5	22,3	19,1	14,8
Assam	44,4	48,3	23,1	10,2	10,5	3,8	40,5	43,9	20,5
Bihar	57,2	51,9	43,1	36,5	33,1	31,7	54,5	49,4	41,5
Gujarat	22,4	18,5	19,8	29,4	19,6	12,0	24,9	18,9	16,8
Haryana	26,6	14,2	13,4	17,5	15,7	15,1	24,3	14,6	13,9
Karnataka	30,2	30,1	23,7	39,7	31,8	33,4	33,3	30,6	27,2
Kerala	26,5	17,6	12,3	25,5	27,7	20,9	26,2	20,2	14,5
Madhya Pradesh	40,4	43,9	38,2	48,3	45,6	34,4	42,3	44,3	37,2
Maharashtra	37,7	32,9	30,4	34,7	33,0	29,4	36,5	32,9	30,0
Orissa	50,1	54,3	47,8	41,0	48,7	43,3	48,9	53,8	47,1
Punjab	13,7	11,5	9,6	11,8	9,6	5,6	13,1	11,0	8,1
Rajasthan	26,9	17,5	18,9	31,6	27,9	29,8	28,0	19,9	21,5
Tamil Nadu	33,0	31,5	23,0	38,9	22,2	34,1	35,2	28,1	28,3
Uttar Pradesh	42,3	35,7	34,1	36,2	36,4	30,3	41,1	35,8	33,3
West Bengal	37,4	43,8	28,5	23,2	17,9	18,5	33,5	36,6	25,7
All India	37,3	34,0	29,2	32,6	28,9	26,0	36,0	32,7	28,3

Source : Mahendra Dev [2006] et calculs réalisés sur la base des enquêtes du 51<sup>ème</sup>, 55<sup>ème</sup> et 61<sup>ème</sup> du NSS et

**Tableau 10 : Variation en rythme annuel de H0 entre 1993/94 et 2004/05**

	Rural			Urbain			Etats		
	1993-99	1999-05	1993-05	1993-99	1999-05	1993-05	1993-99	1999-05	1993-05
Andhra Pradesh	-0,52	-0,54	-0,53	-0,73	-1,65	-1,19	-0,57	-0,79	-0,68
Assam	0,70	-4,59	-1,94	0,06	-1,21	-0,58	0,63	-4,26	-1,82
Bihar	-0,97	-1,61	-1,29	-0,63	-0,26	-0,44	-0,92	-1,43	-1,18
Gujarat	-0,72	0,23	-0,24	-1,79	-1,39	-1,59	-1,10	-0,39	-0,74
Haryana	-2,26	-0,14	-1,20	-0,33	-0,12	-0,23	-1,76	-0,12	-0,94
Karnataka	-0,03	-1,16	-0,59	-1,43	0,29	-0,57	-0,47	-0,64	-0,55
Kerala	-1,62	-0,97	-1,29	0,41	-1,24	-0,42	-1,09	-1,04	-1,07
Madhya Pradesh	0,63	-1,04	-0,21	-0,49	-2,03	-1,26	0,36	-1,29	-0,46
Maharashtra	-0,87	-0,46	-0,66	-0,32	-0,65	-0,48	-0,65	-0,54	-0,60
Orissa	0,76	-1,19	-0,21	1,40	-0,97	0,21	0,91	-1,24	-0,16
Punjab	-0,40	-0,35	-0,38	-0,41	-0,73	-0,57	-0,40	-0,52	-0,46
Rajasthan	-1,71	0,26	-0,73	-0,66	0,35	-0,16	-1,46	0,29	-0,59
Tamil Nadu	-0,27	-1,55	-0,91	-3,04	2,16	-0,44	-1,30	0,05	-0,63
Uttar Pradesh	-1,21	-0,30	-0,75	0,05	-1,11	-0,53	-0,95	-0,47	-0,71
West Bengal	1,17	-2,78	-0,81	-0,97	0,11	-0,43	0,58	-1,99	-0,71
All India	-0,59	-0,88	-0,73	-0,67	-0,52	-0,59	-0,61	-0,80	-0,70

Source : idem

### **2.3.4 Les facteurs de la diminution plus rapide de la pauvreté dans la seconde sous-période de la libéralisation**

Selon certains économistes, les bons résultats de la deuxième sous-période de la libéralisation (1999-00 à 2004-05) seraient dus à une augmentation plus rapide du taux d'emploi par rapport à l'augmentation de la population, soit 2.85% en moyenne entre 1999-2000 et 2004-2005 contre 1.25% entre 1993-1994 à 1999-2000 [Himanshu 2007]. Selon certains, la baisse plus rapide de la pauvreté dans la seconde sous-période serait due en réalité à une augmentation du taux d'emploi des travailleurs occasionnels et saisonniers du secteur inorganisé [Sundaram et Suresh D. Tendulkar, 2004] et dont la proportion augmente par ailleurs plus vite en milieu urbain qu'en milieu rural [Kundu et Sarangi, 2005]. Selon P.Salama [98]. La croissance aurait ainsi un impact immédiat plus fort dans le secteur informel que dans le secteur formel, contribuant à remettre au travail une population inactive du secteur inorganisé<sup>5</sup>. Ce phénomène explique aussi que la diminution de la pauvreté a été plus prononcée dans les campagnes que dans les villes, comme nous le montre la forte diminution en rythme annuel des indicateurs de pauvreté dans la deuxième sous-période pour les Etats à forte population rurale, c'est-à-dire dans les Etats où se concentre environ 80% de la population. C'est le cas de l'Assam où la diminution a été de -4.26, du Bihar avec -1.43, du Madhya Pradesh avec -1.29 et de l'Orissa avec -1.24, après une augmentation de la pauvreté dans la première sous-période de la libéralisation.

La diminution de la pauvreté peut s'expliquer aussi par une diminution de l'inflation pour la catégorie des biens de consommation alimentaires et non alimentaires, puisque que celle-ci passe en moyenne de 8.41% entre 1993-1994 et 1999-2000 à 3.43% entre 1999-2000 et 2004-2005. L'accroissement des inégalités sur le total de la période indique malgré tout que la croissance ne profite pas à part égale aux différents Etats. Mahendra Dev [2006] montre que les Etats dont le niveau de pauvreté est faible ont néanmoins une élasticité revenu/inégalité plus forte. C'est le cas du Kerala, de l'Andhra Pradesh, du Punjab, de l'Haryana. La croissance seule ne permet donc pas nécessairement de réduire automatiquement la pauvreté et les inégalités comme le souligne P. Salama [98].

## **2.4 Conclusion**

Dans cette section nous avons vu qu'en Inde, la pauvreté a réellement diminuée. Si dans un premier point nous avons pu observer qu'elle le fut plus rapidement malgré tout avant la libéralisation, nous avons vu également, que pendant la deuxième sous-période de la libéralisation, elle avait été relativement importante. En réalité, la première phase de la libéralisation a été une phase d'ouverture très progressive, où les taux de croissance élevés ont un peu fait oublier au gouvernement des nationalistes hindoues alors au pouvoir (Bharata Janata Party) la nécessité des politiques sociales (comme nous allons le voir dans la quatrième section de cette étude). La mise en oeuvre ou non des politiques de redistribution a donc eu des effets différenciés selon que nous nous situons avant ou juste après la libéralisation. Elle n'a d'ailleurs pas affecté d'une façon homothétique toutes les catégories sociales comme en témoignent les données sur les inégalités qui évoluent légèrement à la hausse, les riches semblant devenir plus riches plus rapidement que les pauvres deviennent moins pauvres.

Nous allons nous intéresser maintenant à l'évolution de l'indicateur de développement humain du PNUD avant et après la libéralisation et aux effets de la croissance sur son évolution.

---

<sup>5</sup> La part du secteur formel représente 95% de la main d'oeuvre en Inde

### 3 DEVELOPPEMENT HUMAIN, CROISSANCE ET LIBERALISATION

Comme nous l'avons déjà souligné en introduction, la question du développement humain pose le problème de sa mesure. Les travaux que nous exposons ici, reprennent tour à tour une série d'indicateurs donnant une autre approche du développement. Nous avons choisi pour ce faire, d'étudier dans cette section l'évolution de l'IDH et de ses composantes développés par le PNUD.

Le débat est introduit par l'étude des travaux de Madhusadan Gosh [2006]<sup>6</sup> que nous discutons au fur et à mesure de notre démonstration. L'intérêt de l'étude est double. Il réside tout d'abord dans son approche spatiale des indicateurs de développement humain. Celle-ci donne une vision comparative entre les Etats indiens de l'échantillon retenu par l'auteur. En effet, la seule mesure du produit domestique par Etat, ne nous permet pas de tirer les conclusions sur la disparité du développement en Inde, tandis qu'une mise en relation entre les indicateurs de développement et la croissance du revenu par tête dans ces Etats débouche sur une analyse plus précise de l'évolution de la situation sur les périodes qui nous intéressent ici, c'est-à-dire avant et après la libéralisation.

Le second intérêt de l'étude de Madhusadan réside dans l'estimation de l'impact de la croissance sur le développement, mais aussi de la relation réciproque, c'est-à-dire l'impact du développement humain sur la croissance. En effet, si la croissance économique est perçue comme une possibilité d'augmenter les standards de vie qui définissent le développement humain, le développement humain lui-même est aussi considéré comme capacité supplémentaire à engendrer plus de croissance. Cette double relation permet à l'auteur de déterminer si les Etats considérés s'inscrivent ou non dans un cercle vertueux de développement et de croissance.

Dans une première section, nous présenterons l'IDH ainsi que les estimations faites pour une sélection d'Etats indiens<sup>7</sup> en distinguant les particularités de l'un d'entre eux : le Kerala. Dans une seconde section, nous montrerons qu'il existe, malgré une certaine disparité dans les composantes de l'IDH, une convergence de l'IDH au niveau de l'Inde entière. Dans une troisième section, nous étudierons les relations de causalité réciproque entre croissance et développement.

#### 3.1 Le développement humain et l'exception Kéralaise<sup>8</sup>

##### 3.1.1 L'indicateur de développement humain.

L'indicateur utilisé est l'IDH, celui du développement humain du PNUD [1990]. Cet indicateur permet d'analyser le développement humain sous l'angle de trois facteurs. Le premier est *l'indice de longévité* qui est lié à l'espérance de vie. Il permet de mesurer indirectement la satisfaction des besoins matériels essentiels tels que l'accès à une alimentation saine, à l'eau potable, à un logement décent, à une bonne hygiène et aux soins médicaux, ces besoins n'étant pas pris directement en compte dans le calcul de l'IDH. Le second facteur correspond à une mesure du *niveau d'éducation* ou de savoir. Il comprend la mesure du taux d'alphabétisation des adultes (pourcentage des 15 ans et plus sachant écrire et comprendre aisément un texte court et simple traitant de la vie quotidienne), et du taux brut de scolarisation (mesure combinée des taux pour le primaire, le secondaire et le supérieur). Le niveau d'éducation traduit de manière générale la satisfaction des besoins immatériels telle

<sup>6</sup> Madhusadan Gosh [2006], *Economic Growth and Human Development in Indian States*, EPW, 2006

<sup>7</sup> Cette sélection se justifie par l'existence de données complètes pour ces Etats.

<sup>8</sup> L'état du Kerala est un des Etats du Sud de l'Inde.

que la capacité à participer aux prises de décision sur le lieu de travail ou dans la société. Le troisième facteur, **l'indice du niveau de vie**, est fonction du produit intérieur brut par habitant en parité de pouvoir d'achat. Il permet d'englober les éléments de la qualité de vie qui ne sont pas décrits par les deux premiers indices tels que la mobilité ou l'accès à la culture. Plus l'indice de développement humain se rapproche de l'unité, plus le pays est dit développé. Voir mode de calcul de l'IDH dans l'encadré ci-dessous.

L'IDH se compose des indices de longévité, de niveau d'éducation et de niveau de vie, soit respectivement A, D et E.

$$\text{On a : } IDH = \frac{A + D + E}{3}$$

• **L'indice de longévité A** se calcule de la manière suivante :

$$A = \frac{EV - 25}{60}, \text{ où } EV \text{ est l'espérance de vie}$$

- plus A tend vers 1, plus la longévité moyenne est haute, c'est-à-dire 85 ans.
- plus A tend vers 0, plus la longévité moyenne est basse, soit 25 ans.

• **L'indice de niveau d'éducation D** se calcule de la manière suivante :

$$D = \frac{2TA + TBS}{3}$$

- Soit TA le taux d'Alphabétisation
- et TBS le taux brut de scolarisation, dont les valeurs sont comprises entre 0% et 100%

• **L'indice de niveau de vie E** donné par le logarithme par habitant en parité de pouvoir d'achat :

$$E = \frac{\log_{10} PIB - 2}{2.60206}$$

où le PIB/tête est compris entre 100 dollars et 40 000 dollars par an

En plus de l'IDH, nous donnerons le détail de l'évolution des trois facteurs qui compose l'IDH pour notre échantillon constitué des 15 Etats les plus représentatifs, sur une période allant de 1981 à 2001.

### 3.1.2 Une amélioration notoire du développement humain en Inde

Les Etats concernés sont l'Andhra Pradesh, l'Assam, le Bihar, le Gurjrat, l'Haryana, le Karnataka, le Kerala, le Madyah Pradesh, le Maharashtra, l'Orissa, le Punjab, le Rajasthan, le Tamil Nadu, l'Uttar Pradesh et le West Bengale.

Le tableau 11 indique les performances des différents Etats selon le niveau d'amélioration de l'IDH à différents moments. Ainsi, nous pouvons voir que l'IDH a suivi une même tendance à la hausse dans chacun des Etats de l'échantillon considéré.

D'un point de vue global, on peut noter qu'en Inde, l'indice a progressé de 0,08 entre 1981 et 1991, et de 0,09 entre 1991 et 2001. En d'autres termes, la progression de l'indicateur de développement humain aurait été légèrement plus rapide en rythme annuel moyen dans la période post libéralisation. On peut émettre l'hypothèse que la croissance plus forte de la période post libéralisation ait eu un impact significatif sur le développement humain. Mais avant de tester cette relation, voyons quels sont les résultats d'une manière plus détaillée.

On note que dans certains Etats, les progrès en matière de développement humain tels que mesurés par l'IDH sont importants. En Haryana, au Maharashtra, au Punjab et au Tamil Nadu, ces indicateurs dépassent même la moyenne nationale qui s'établit à 0,47. Ces progressions s'expliquent en réalité à la lumière des différentes composantes de l'IDH, tel qu'explicité ci-après.

**Tableau 11 : Evolution de l'IDH (1981-2001)**

	IDH en 1981	IDH en 1991	IDH en 2001
Andhra Pradesh	0,298	0,377	0,416
Assam	0,272	0,348	0,386
Bihar	0,237	0,308	0,367
Gurjrat	0,360	0,431	0,479
Haryana	0,360	0,443	<b>0,509</b>
Karnataka	0,346	0,412	0,478
Kerala	0,500	0,591	<b>0,638</b>
Madhya Pradesh	0,245	0,328	0,394
Maharashtra	0,363	0,452	<b>0,520</b>
Orissa	0,267	0,345	0,404
Punjab	0,411	0,475	<b>0,537</b>
Rajasthan	0,260	0,347	0,424
Tamil Nadu	0,343	0,466	<b>0,531</b>
Uttar Pradesh	0,255	0,314	0,388
West Bengal	0,305	0,404	0,472
All India	0,30	0,38	0,47

Source : National Account Statistic [Government of India], Madhusadan Ghosh [2006], rapport du PNUD sur le développement humain 2001 et calculs de l'auteur.

### 3.1.3 La composante niveau d'éducation

En examinant le niveau d'éducation (Tableau 12), on observe qu'effectivement la progression de cet indicateur est plus forte après la libéralisation qu'avant, pour la plupart des Etats de l'échantillon.

**Tableau 12 : Evolution du niveau d'éducation**

	(en pourcentage de la population)			progression entre 1981 et 1991	progression entre 1991 et 2001	progression entre 1981 et 2001
	1981	1991	2001			
Andhra Pradesh	35,66	44,09	61,11	+ 8,43	+ <b>17,02</b>	+ <b>25,45</b>
Assam	42,05	52,79	<b>64,28</b>	+ <b>10,74</b>	+ <b>11,49</b>	+ <b>22,23</b>
Bihar	32,05	38,48	47,53	+ 6,43	+ 9,05	+ 15,48
Gujrat	52,21	61,29	66,43	+ 9,08	+ 5,14	+ 14,22
Haryana	43,88	55,85	<b>68,59</b>	+ <b>11,97</b>	+ <b>12,74</b>	+ <b>24,71</b>
Karnataka	46,21	56,04	67,04	+ 9,83	+ <b>11,00</b>	+ <b>20,83</b>
Kerala	<b>81,56</b>	<b>89,81</b>	<b>90,92</b>	+ 8,25	± <b>1,11</b>	+ 9,36
Madhya Pradesh	36,36	44,2	64,08	+ 7,84	+ <b>19,88</b>	+ <b>27,72</b>
Maharashtra	55,83	64,87	<b>77,27</b>	+ 9,04	+ <b>12,40</b>	+ <b>21,44</b>
Orissa	40,97	49,09	63,61	+ 8,12	+ <b>14,52</b>	+ <b>22,64</b>
Punjab	48,17	58,51	<b>69,95</b>	+ <b>10,34</b>	+ <b>11,44</b>	+ <b>21,78</b>
Rajasthan	30,11	<b>38,55</b>	<b>61,03</b>	+ 8,44	+ <b>22,48</b>	+ <b>30,92</b>
Tamil Nadu	54,39	62,66	<b>75,47</b>	+ 8,27	+ <b>12,81</b>	+ <b>21,08</b>
Uttar Pradesh	33,35	41,6	57,36	+ 8,25	+ <b>15,76</b>	+ <b>24,01</b>
West Bengal	48,65	57,7	69,22	+ 9,05	+ <b>11,52</b>	+ <b>20,57</b>
All India	43,57	52,21	65,2	+ 8,64	+ 12,99	+ 21,63

Source : idem et Census of India website

Cependant, le Kerala, et dans une moindre mesure le Gujrat, semblent ne pas obéir à cette règle. En effet, le Kerala semble s'extraire du lot par son niveau d'éducation élevé, quelles que soient les périodes observées. Ceci s'explique par une politique volontariste basée sur la mise en place, peu avant l'indépendance, d'une politique éducative non formalisée mais cependant soutenue par les institutions locales. En 1945, *Kerala State Library Council (Kerala Gandhasala Sangham)* avait ouvert quarante cinq bibliothèques en milieu rural. En 1975, ce même organisme semi privé proposera au gouvernement indien d'ouvrir 7000 librairies supplémentaires<sup>9</sup>. Au bilan, plus de 80% de la population savait lire et écrire au Kerala en 1981. L'autre particularité de la forme de cette action réside dans son militantisme dans l'accès à l'éducation en faveur des femmes<sup>10</sup>. Depuis, les différences observées entre homme et femme en matière d'éducation sont les plus faibles de toute l'Inde : 94.5% pour l'homme et 86.5% pour la femme, soit seulement 8 points de différence contre 24 en moyenne pour les autres Etats de l'Inde en 2001.

### 3.1.4 La composante Espérance de Vie

En examinant l'espérance de vie (Tableau 13), on peut voir ici aussi que le Kerala détient le record de longévité moyenne, loin devant les autres Etats.

**Tableau 13 : Evolution de l'espérance de vie (âge moyen en nombre d'années)**

	1981	1991	1996
Andhra Pradesh	58,4	61,8	<b>62</b>
Assam	51,9	55,7	56,2
Bihar	52,9	59,3	59,4
Gurjrat	57,6	61	<b>61,4</b>
Haryana	60,3	63,4	<b>63,8</b>
Karnataka	60,3	62,5	62,9
Kerala	68,4	72,9	<b>73,1</b>
Madhya Pradesh	51,6	54,7	55,2
Maharashtra	60,7	64,8	<b>65,2</b>
Orissa	53	56,5	56,9
Punjab	63,1	67,2	<b>67,4</b>
Rajasthan	53,5	59,1	59,5
Tamil Nadu	56,9	63,3	<b>63,7</b>
Uttar Pradesh	50	56,8	57,2
West Bengal	57,4	62,1	<b>62,4</b>
<b>All India</b>	<b>55,5</b>	<b>60,3</b>	<b>60,7</b>

Source : *idem*

### 3.1.5 La composante Revenu par tête

L'examen du revenu par tête (Tableau 14) montre par ailleurs des résultats similaires aux progressions observées dans les Etats de l'échantillon, avec toujours l'exception de l'Etat

<sup>9</sup> Pour un approfondissement du sujet, voir les travaux de P. Madhusoodanan Pillai, « *Women Literacy And Development In Kerala: The Experience and Challenges* », <http://www.literacyonline.org/>

<sup>10</sup> Originellement, il s'agit là d'un produit historique de la société kéralaise. En effet, la première petite fille ayant accès à l'éducation en Inde fut dans l'ex-territoire Tranvancore, actuellement Kerala, dans une école de missionnaires en 1819. La première école de fille fut créée par la suite sur ce même territoire en 1859.



Keralais, dont la hausse du revenu par tête n'est pas à la hauteur de son niveau de développement humain relativement élevé<sup>11</sup>.

**Tableau 14 : Revenu par tête (de 1981 à 2001) - en roupies à prix constant**

	1981	1991	2001	progression entre 1981 et 1991	progression entre 1991 et 2001	progression entre 1981 et 2001
Andhra Pradesh	1380	2060	3069	+ 49%	+ 49%	+ 122%
Assam	1284	1544	1670	+ 20%	+ 8%	+ 30%
Bihar	917	1197	1225	+ 31%	+ 2%	+ 34%
Gurjrat	1940	2641	4257	+ 36%	+ 61%	+ 119%
Haryana	2370	3509	4485	+ 48%	+ 28%	+ 89%
Karnataka	1520	2039	3590	+ 34%	+ 76%	+ 136%
Kerala	1508	1815	2778	+ 20%	+ 53%	+ 84%
Madhya Pradesh	1358	1693	2084	+ 25%	+ 23%	+ 53%
Maharashtra	2435	3483	5283	+ 43%	+ 52%	+ 117%
Orissa	1314	1383	1917	+ 5%	+ 39%	+ 46%
Punjab	2674	3730	4897	+ 39%	+ 31%	+ 83%
Rajasthan	1222	1942	2412	+ 59%	+ 24%	+ 97%
Tamil Nadu	1498	2237	3643	+ 49%	+ 63%	+ 143%
Uttar Pradesh	1278	1652	1852	+ 29%	+ 12%	+ 45%
West Bengal	1773	2145	3745	+ 21%	+ 75%	+ 111%
<b>All India</b>	<b>1630</b>	<b>2223</b>	<b>3234</b>	+ <b>0,36</b>	+ <b>0,45</b>	+ <b>0,98</b>

Source : *idem*

En effet, en dépit du fait que le Kerala soit référencé comme étant l'Etat qui connaît l'IDH le plus élevé, on remarque que si l'éducation a joué un rôle de premier plan dans cet Etat, la croissance de son revenu par tête pendant la première période (1981-1991) ne semble pas être responsable de la progression de cet indicateur. Ainsi, pour une hausse de 20% de son revenu sur la période qui précède la libéralisation, on observe une amélioration de l'IDH de 0.091 contre seulement 0.047 pour une hausse de revenu par tête de 53% sur la période post libéralisation. Dans le même temps, puisque partant d'un niveau déjà élevé, on observe que le niveau d'éducation augmente très faiblement après la réforme de 1991.

L'examen des composantes de l'IDH nous donne une analyse plus fine du développement humain en Inde.

En résumé, deux résultats importants apparaissent : le premier montre que le développement humain ne dépend pas obligatoirement de la croissance, ce qui inciterait à mettre en œuvre une politique volontariste en matière d'éducation et de santé comme moyen de combattre *le mal développement*. En second, l'évolution de ces indicateurs montre qu'il existerait un impact différencié selon les Etats des composantes de l'IDH sur l'IDH lui-même, ce que précisément, nous nous proposons d'étudier dans la sous-section suivante.

### 3.2 Disparité et convergence régionale dans le développement

Il s'agit ici de voir s'il existe une convergence entre les Etats dans l'évolution de l'IDH et de ses composantes. Pour ce faire, nous reprenons ici pour partie les résultats de Madhusadan Ghosh [2006]<sup>12</sup>.

<sup>11</sup> Le fait que le Kerala ait été souvent dirigé par des communistes dont les objectifs furent avant tout d'insister sur le développement humain plus que sur la croissance du revenu par tête, explique aussi une certaine constance des politiques sociales qui y sont menées.

<sup>12</sup> Madhusadan Ghosh, *Economic Growth and Human Development in Indian States*, EPW, 2006

En reprenant les spécifications des mesures de convergence de Barro et Sala-i-Martin [1992, 1995 et 1996]<sup>13</sup> (convergence  $\sigma$  et convergence conditionnelle et absolue  $\beta$ ), l'auteur étudie jusqu'où l'IDH et ses composantes convergent ou divergent pour les Etats de l'échantillon. Les résultats de la convergence  $\sigma$  de l'IDH et de ses composantes calculés à partir des coefficients de variation des Etats par année sont présentés dans le tableau 15.

**Tableau 15 : Coefficient de variation – convergence  $\sigma$**

IDH			Education			Espérance de Vie			Revenu par tête		
1981	1991	2001	1981	1991	2001	1981	1991	2001	1981	1991	2001
22,5	19,02	16,29	28,35	24,18	14,45	8,84	7,78	7,63	31,09	36,01	40,55

Source : Madhusadan Ghosh [2006]

La diminution du coefficient pour L'IDH indique que les Etats convergent. Autrement dit, l'écart de développement tel que mesuré par l'IDH diminuerait entre les pays de l'échantillon considéré. C'est aussi le cas pour la composante Education et la composante Espérance de Vie de l'IDH. Toutefois on remarque que la progression du coefficient de variation du revenu par tête entre 1981 et 2001 évolue dans le sens opposé. Autrement dit, on assiste à une convergence du niveau de développement humain entre les Etats pour les deux premières composantes de l'IDH, mais à une augmentation de la disparité entre les Etats pour le revenu par tête sur la même période.

Nous allons voir que les tests de convergence conditionnelle et absolue  $\beta$  confirment ces résultats.

### 3.2.1 Test de convergence absolue $\beta$

Pour cela, l'auteur teste dans un premier un temps la convergence absolue  $\beta$  à l'aide de l'équation suivante :

$$[\ln(X_{i,t}) - \ln(X_{i,t-\tau})]/T = \alpha + \beta \ln(X_{i,t-\tau}) + \varepsilon_{i,t} \quad (0)$$

où :

- $[\ln(X_{i,t}) - \ln(X_{i,t-\tau})]/T$  est la croissance moyenne annuelle pour chacune des variables (IDH, Education, Espérance de vie, et Revenu par tête) par Etat, du moment t-r au moment t, sur la période T.
- $\ln(X_{i,t-\tau})$  est le logarithme de la variable au moment t-r
- $\alpha$  la constante
- $\varepsilon_{i,t}$  le résidu

L'estimation des coefficients de convergence absolue  $\beta$  donne le tableau 16.

La significativité des coefficients négatifs montrent qu'il existe une convergence absolue  $\beta$ . Ainsi, les disparités régionales diminuent entre les Etats. Le test indique donc une tendance des Etats les moins performants à rattraper les Etats les plus riches en ce qui concerne l'IDH.

<sup>13</sup> In Madhusadan Ghosh, 2006, *Economic Growth and Human Development in Indian States*, EPW, 2006

Il montre aussi une diminution plus rapide de la disparité régionale entre les Etats avant la libéralisation, puisque le coefficient passe de 1,65 avant à 1,48 après.

L'examen des variables Education et Espérance de vie indique des tendances à la diminution des disparités régionales.

**Tableau 16 : test de convergence absolue  $\beta$**

IDH			Education			Espérance de Vie			Revenu par tête		
1981-1991	1991-2001	1981-2001	1981-1991	1991-2001	1981-2001	1981-1985	1991-1995	1995-1996	1981-1991	1991-2001	1981-2001
-0,0165*	-0,148*	-0,0146*	-0,0125*	-0,0423*	-0,0251*	-0,0164**	-0,0188*	-0,0161*	0,012***	0,02***	0,016**
(-3.347)	(-3.507)	(-4.921)	(-4.842)	(-5.984)	(-7.433)	(-2.267)	(-3.105)	(-2.564)	(1.552)	(1.585)	(2.050)

Le terme entre parenthèse représente le T-Stat, \* test significatif 1%, \*\* test significatif à 5%, \*\*\* test significatif à 10%

Source : Madhusadan Ghosh [2006]

Par ailleurs, la significativité des coefficients positifs pour le Revenu par tête révèle une augmentation de la disparité entre les Etats pour cette composante de l'IDH.

Afin d'étudier de manière plus détaillée les relations entre les différentes variables de l'IDH entre elles, nous présentons maintenant le test de convergence conditionnelle  $\beta$ .

### 3.2.2 Test de convergence conditionnelle $\beta$

Afin de procéder à ce test, l'équation s'écrit comme suit :

$$[\ln(X_{i,t}) - \ln(X_{i,t-\tau})] / T = -0.295 - 0.0555 \ln(IDH_{i,t-\tau}) + 0.0159 \ln(LR_{i,t-\tau}) + 0.0478 \ln(ELB_{i,t-\tau}) \quad (1)$$

Terme T-Stat      (-2.40)      (-4.192) \*      (2.339) \*\*      (1.967) \*\*

$R^2 = 0.658$       \*significatif à 1%      \*\* significatif à 5%

où  $LR$  représente la composante Niveau d'éducation

et  $ELB$  la composante Espérance de vie

On peut voir que les composantes Niveau d'Education et Espérance de Vie ont un effet positif sur la croissance de l'Indice de Développement Humain, puisque les coefficients sont positifs et significatifs à 5%. Leur prise en considération dans le test de convergence conditionnelle améliore ici la précision de l'évaluation de leur impact sur l'IDH. Il existe donc bien une convergence de l'IDH entre les Etats, soulignée par celle de deux composantes de l'IDH : le Niveau d'Education et l'Espérance de Vie.

En dernier lieu, l'auteur teste l'impact de deux variables supplémentaires dans le test de convergence conditionnelle  $\beta$  : les dépenses sociales des Etats et une variable Dummy pour l'année 1991. L'équation est la suivante :

$$[\ln(X_{i,t}) - \ln(X_{i,t-\tau})] / T = \alpha + \beta \ln(X_{i,t-\tau}) + \theta \ln(SSE_{i,t-\tau}) + \delta D_{it} + \varepsilon_{i,t} \quad (2)$$

où SSE représente les dépenses sociales des Etats

et D la variable Dummy pour l'année 1991, censé indiquer le changement de structure des relations entre les variables pour cette année sur les trois variables estimées (l'IDH, l'Education, et l'Espérance de Vie).

La méthode utilisée est celle des moindres carrés ordinaires. Les résultats du test sont présentés dans le tableau 17 :

**Tableau 17 : Convergence conditionnelle  $\beta$**

	IDH	Education	Espérance de vie
constante	-0,0081 (-0.452)	0,1041 (4.064)	0,0483 (2.990)
$\ln X_{i,t-\tau}$	-0,0169* (-4.969)	-0,0268* (-5.285)	-0,0125* (-2.784)
$\ln SSE_{i,t-\tau}$	0,0035** (1.747)	0,0048*** (1.598)	0,0028** (1.781)
$D_{it}$	-0,0054* (-3.633)	0,0078* (3.282)	-0,0062* (-8.748)
$R^2$	0,711	0,516	0,805

Le terme entre parenthèse représente le T-Stat

\* test significatif 1%, \*\* test significatif à 5% \*\*\* test significatif à 10%

Source : Madhusadan Ghosh [2006]

Le tableau précédent montre que le test est accepté. On peut voir que les dépenses du secteur social de l'Etat (incluant l'éducation, la santé, l'accès à l'eau potable, le développement urbain, et le droit à l'information et au marché du travail) ont un effet positif sur le taux de croissance des trois variables étudiées et sont significatives à 5%. Le signe négatif qui apparaît devant ces variables montre que la convergence a bien lieu en matière de développement. La variable Dummy confirme également le fait que la structure des relations entre les variables a effectivement bien changé depuis 1991<sup>14</sup>.

Ces différents tests montrent un résultat important, témoignant du fait que les dépenses en matière sociale sont importantes pour le développement humain telle que mesurée par l'IDH et ses composantes. On observerait alors une réduction des disparités entre les différents Etats qui induirait directement une amélioration de l'IDH. Si les deux composantes de l'Indicateur de Développement Humain que sont le Niveau d'Education et l'Espérance de Vie contribuent à faire converger l'Indicateur de Développement Humain pour les Etats indiens de l'échantillon considéré, la hausse du revenu monétaire ne s'avère pas être positivement corrélée à cette évolution comme nous le montre les tests convergence  $\sigma$  et  $\beta$ .

Nous allons étudier maintenant la relation entre croissance et développement humain.

### 3.3 Causalité réciproque entre croissance et développement humain

On étudie ici, les effets de la croissance sur le développement ainsi que sa causalité réciproque. En effet, une première hypothèse voudrait que pour améliorer le développement humain, il faut choisir une politique économique qui vise dans un premier temps à privilégier la croissance. L'hypothèse inverse consiste à dire qu'une des conditions de garantir une croissance soutenue vient d'une politique volontariste en matière sociale qui elle, agirait directement sur les composantes du développement humain. L'amélioration du

<sup>14</sup> Cf. note précédente

développement humain induirait alors plus de croissance, qui elle-même engendrerait le développement humain dans une dynamique vertueuse. Or précisément, Madhusadan montre qu'il existe en Inde certains Etats qui se situent dans ce cercle vertueux, d'autres qui ne le sont que partiellement et d'autres qui ne le sont pas du tout.

### 3.3.1 Cadre théorique des liens de causalité réciproque

Pour montrer la relation selon laquelle la croissance induirait une hausse du développement humain, l'auteur se sert du cadre conceptuel retenu par Ramirez et Al [1998]<sup>15</sup>. Ainsi, la croissance contribuerait à améliorer le développement humain par deux canaux : d'une part par une hausse du niveau de dépenses des ménages induite par une augmentation du revenu par tête, et d'autre part par une hausse des dépenses du gouvernement dans le secteur social. L'hypothèse faite ici est celle d'une distribution des revenus égalitaires. Il s'agit donc pour Ramirez et Al de mettre en avant l'importance d'une politique de redistribution de la part de l'Etat en même temps que celle des effets directs de la croissance selon le schéma des politiques de *trickle down strategy*. Ces effets existeraient bien dans le cas du secteur agricole en Inde comme l'ont montré Ahluwalia [1978, 1986], Bardhan [1984] et Ghosh [1996].

La relation de causalité inverse qui voudrait que le développement humain induirait plus de croissance, peut être défendue par l'hypothèse que si l'homme est en meilleure santé, mieux nourri et mieux éduqué, il contribue nécessairement à la réalisation d'une croissance plus soutenue. C'est la piste du capital humain qui est privilégiée dans cette approche. Selon cette théorie, plus la main d'œuvre est qualifiée, plus la productivité est élevée et plus le processus de production est efficient. Drèze et Sen [1995] et Datt et Ravallion, [1998b] ont montré qu'en Inde, il existerait effectivement une forte corrélation entre le capital humain et la croissance. A un niveau mésoéconomique, plusieurs études ont montré qu'une hausse du niveau d'éducation des populations dans le secteur agricole conduirait à une augmentation de la productivité et de l'efficacité de ce secteur [Chawdhuri 1979, Kalirajan and Shand 1985, Foster et Rosenzweig 1995]. De même on observerait selon Deolalkikar [1988] et Bherman [1993, 1996] qu'une amélioration de la santé et de la qualité de la nutrition des populations particulièrement pauvres du secteur agricole augmente sensiblement la productivité du travail. A un niveau macroéconomique, quelques études empiriques appliquées au cas de l'Inde ont montré l'influence du capital humain sur la croissance et la productivité totale des facteurs, et sur le revenu distribué qui en découle. Trivedi [2002] observe qu'un niveau important de scolarisation a un impact positif sur le revenu par tête des Etats indiens. Dhoolakia [2003] conclut aussi que l'IDH a un effet significatif sur le revenu par tête. Les relations réciproques sont étudiées dans les tests suivants.

### 3.3.2 Liens de causalité entre croissance et développement humain

Afin d'étudier le type de rapport de causalité entre croissance et développement humain, l'auteur procède en deux temps. La première relation testée est celle de l'impact de la croissance sur le développement humain.

Pour cela, il estime la moyenne des revenus par tête sur cinq années précédant chaque période, soit  $PCI_{t-5}$ , ainsi que le niveau de dépenses du gouvernement qui en résulte dans le secteur social  $SSE$  (*social sector expenditure*) et leurs impacts sur l'IDH au moment  $t$ . L'équation s'écrit :

---

<sup>15</sup> In Madhusadan Ghosh, 2006, *Economic Growth and Human Development in Indian States*, EPW, 2006

$$\ln(IDH_t) = \alpha + \beta \ln(PCI_{t-5}) + \theta \ln(SSE_t) + \delta_1 D_1 + \delta_2 D_2 + \varepsilon_t \quad (3)$$

La seconde relation, celle de la causalité réciproque qui voudrait qu'une amélioration du développement humain conduise à une augmentation de la croissance du revenu par tête, s'écrit :

$$\ln(PCI_{t+3}) = \alpha + \beta \ln(IDH_t) + \theta \ln(LR_t) + \delta \ln(ELB_t) + \delta_1 D_1 + \delta_2 D_2 + \varepsilon_t \quad (4)$$

où :  $PCI_{t+3}$  représente le revenu par tête sur 3 années

et :  $D_1$  et  $D_2$  étant les variables *Dummies* respectivement pour 1991 et 2001, censées représenter un changement dans la structure des relations opéré à ces dates ( $D_1 = 1$  pour 1991, et 0 pour 1981 et 2001,  $D_2 = 1$  pour 2001, et 0 pour 1981 et 1991).

Les équations sont affinées par la méthode des moindres carrés ordinaires pour les trois indicateurs pendant les trois périodes.

L'estimation des coefficients à partir de l'équation (3) donne les résultats indiqués dans le tableau 18 :

**Tableau 18 : Mesure des effets de la Croissance sur le Développement Humain**

Variables dépendantes			
	$\ln( IDH_t )$	$\ln( LR_t )$	$\ln( ELB_t )$
Constante $\alpha$	-5,618 (-8.596)	-0,867 (-0.971)	2,532 (7.385)
$\ln( PCI_{t-5} )$	0,376* (6.993)	0,331* (4.512)	0,141* (5.398)
$\ln SSE_t$	0,509* (3.824)	0,622* (3.636)	0,194** (3.003)
$D_1$	0,088** (1.755)	0,034 (0.501)	0,019 (0.777)
$D_2$	0,106** (1.833)	0,143** (1.799)	-0,022 (-0.786)
$R^2$	0,734	0,606	0,506

Le terme entre parenthèse représente le T-Stat, \* : le test significatif à 1%, \*\* : le test est significatif à 5%

Source : Madhusadan Ghosh [2006]

On voit clairement que l'impact de la croissance, tel que mesuré par le revenu par tête, est positif et significatif sur le développement humain, ainsi que sur deux de ses composantes pour l'échantillon des Etats indiens considéré. En effet, le coefficient estimé pour l'Indicateur de Développement Humain est de 0,376 et est significatif à 1%. De même, le coefficient affecté au Niveau d'Education est de 0,331, et celui affecté à l'Espérance de Vie, de 0,141 avec les mêmes niveaux de significativité. On remarque également que les dépenses de l'Etat ont un impact significatif pour chacune des variables du développement humain. Le coefficient Dummy 1 indique qu'il n'y a pas eu de changement observé en 1991 dans la structure des relations entre la croissance du revenu par tête, les dépenses de l'Etat, le niveau d'éducation et l'espérance de vie. Certes, ces deux derniers indicateurs ont augmenté, mais de

façon stable en proportion de la croissance et des dépenses. Par contre, le développement humain aurait subi une hausse sensiblement plus rapide, indiquant que la croissance agirait à terme sur le développement selon le politique de la trickle down strategy<sup>16</sup>.

L'estimation des résultats pour l'équation (4) montre qu'il existe également une relation de causalité du développement humain sur la croissance. Ces résultats sont indiqués dans le tableau 19 suivant :

**Tableau 19 : Effet du Développement Humain sur la Croissance**

Variable dépendante : $PCI_{t+3}$	
<i>constante</i>	8,964 (3.22)
$\ln IDH_t$	1,346* (5.80)
$\ln LR_t$	0,864* (3.69)
$\ln ELB_t$	2,785* (4.72)
$D_1$	-0,047 (-0.405)
$D_2$	0,316* (2.62)
$R^2$	0,569

Terme entre parenthèse représente le T-Stat , \* test significatif 1%,  
Source : Madhusadan Ghosh [2006]

Ainsi, tous les coefficients des variables de l'IDH sur la croissance du revenu par tête sont significatifs. Notons par ailleurs que la structure entre les variables du développement n'a pas changé en 1991, mais qu'elle le fut en 2001 puisque  $D_2$  est significative. Ceci indique qu'une amélioration du développement humain a conduit à une augmentation de la croissance du revenu par tête en modifiant la structure des relations entre les différentes variables du développement humain.

En Résumé, il existe un rapport de causalité réciproque entre les variables croissance du revenu par tête et celles du développement humain telles que mesurées par l'IDH et ses composantes. Autrement dit une amélioration des déterminantes du développement humain par une hausse des dépenses en matière sociale favorise ainsi la croissance, croissance qui engendre à son tour une hausse des dépenses sociales en faveur du développement dans une spirale vertueuse. Néanmoins, si l'analyse empirique montre que ces rapports de causalité réciproque existent bien, chacun des Etats de l'échantillon étudié n'effectue cependant pas les mêmes dépenses, de même qu'ils ne disposent pas d'un revenu par tête initial similaire (comme nous l'avons vu dans le premier tableau de cette étude<sup>17</sup>).

Madhusadan Ghosh donne ainsi une typologie de chaque Etat en fonction de son positionnement dans un cercle vertueux de croissance et de développement comme nous allons le voir dans la section suivante.

<sup>16</sup> voir *infra*.

<sup>17</sup> Voir section II – A - Le développement humain et l'exception Kéralaise

### 3.3.3 Typologie des Etats par type de causalités

L'auteur distingue quatre catégories. La première catégorie regroupe les Etats dans lesquels ni la croissance ni les déterminantes du développement ne permettent leurs améliorations mutuelles dans le temps. Ces Etats sont inscrits dans un rapport de causalité dit vicieux. Il s'agit des cas de l'Andhra Pradesh, de l'Assam, du Bihar, de l'Orissa, du Rajasthan et de l'Uttar Pradesh.

La seconde catégorie regroupe les Etats pour lequel il existerait un rapport de causalité simple dans le sens où les conditions de développement humain permettraient que la croissance augmente. C'est le cas du Karnataka, du Kerala et du Tamil Nadu pour l'année 1981. On peut voir également qu'un changement de dynamique est possible dans le cas du Tamil Nadu et du Karnataka. Un résultat fort apparaît alors. En effet, on observe que ces Etats rentrent dans un cercle vertueux de développement et de croissance à partir des réformes.

La troisième catégorie concerne les Etats inscrits dans une causalité simple elle aussi, mais dans le sens où la croissance permettrait une hausse des indicateurs de développement. C'est le cas ici du West Bengale. Cependant, on note qu'en 1991, un changement sur le type de causalité intervient pour cet Etat, puisqu'au moment des réformes, celui-ci entre temporairement dans la quatrième catégorie décrite ci-dessous.

La quatrième catégorie regroupe pour sa part les Etats inscrits dans un rapport de causalité dit vertueux entre croissance et développement dans une succession de cycles autoentretenus. C'est le cas de l'Haryana, du Gujarat, du Maharashtra et du Punjab.

Le Tableau 20 ci après présente ces résultats pour chacun des pays de l'échantillon.

**Tableau 20 :** *Classification des Etats par type de causalité réciproque par période*

	1981	1991	2001
<b>Andhra Pradesh</b>	<i>Vicieux</i>	<i>Vicieux</i>	<i>Vicieux</i>
<b>Assam</b>	<i>Vicieux</i>	<i>Vicieux</i>	<i>Vicieux</i>
<b>Bihar</b>	<i>Vicieux</i>	<i>Vicieux</i>	<i>Vicieux</i>
<b>Gujarat</b>	<b>Vertueux</b>	<b>Vertueux</b>	<b>Vertueux</b>
<b>Haryana</b>	<b>Vertueux</b>	<b>Vertueux</b>	<b>Vertueux</b>
<b>Karnataka</b>	Développement Humain vers Croissance	Développement Humain vers Croissance/ <b>Vertueux</b>	<b>Vertueux</b>
<b>Kerala</b>	Développement Humain vers Croissance	Développement Humain vers Croissance	Développement Humain vers Croissance
<b>Madhya Pradesh</b>	<i>Vicieux</i>	<i>Vicieux</i>	<i>Vicieux</i>
<b>Maharashtra</b>	<b>Vertueux</b>	<b>Vertueux</b>	<b>Vertueux</b>
<b>Orissa</b>	<i>Vicieux</i>	<i>Vicieux</i>	<i>Vicieux</i>
<b>Punjab</b>	<b>Vertueux</b>	<b>Vertueux</b>	<b>Vertueux</b>
<b>Rajasthan</b>	<i>Vicieux</i>	<i>Vicieux</i>	<i>Vicieux</i>
<b>Tamil Nadu</b>	Développement Humain vers Croissance	<b>Vertueux</b>	<b>Vertueux</b>
<b>Uttar Pradesh</b>	<i>Vicieux</i>	<i>Vicieux</i>	<i>Vicieux</i>
<b>West Bengal</b>	Croissance vers Développement Humain	<b>Vertueux</b>	Croissance vers Développement Humain

Source : Madhusadan Ghosh [2006]

Un des résultats importants apporté par ces travaux montre qu'aucun Etat ne paraît avoir les moyens de passer d'un cercle vicieux à un cercle vertueux entre les différents moments observés, c'est-à-dire avant comme après la libéralisation. Par contre les pays à niveau de développement humain élevé semblent pouvoir passer d'une causalité qui permettrait que le développement entraîne plus de croissance vers un rapport de causalité réciproque et



vertueuse. Toutefois, le fait d'entrer dans un cercle vertueux de croissance et de développement ne signifie pas que cette dynamique soit un acquis définitif comme nous le montre le cas du West Bengal. L'auteur précise que dans ce cas une baisse des dépenses sociales peut à tout moment faire basculer un pays inscrit dans un cercle vertueux à un type de causalité monocausale où les mécanismes de *trickle down strategy* seraient uniquement à l'œuvre.

### 3.4 Conclusion

Plusieurs enseignements peuvent être tirés de ces résultats. Le premier montre qu'il existe quatre types de relations entre la croissance et le développement humain. Pour Madhusadan Ghosh, il est clair que la relation de réciprocité existe, mais qu'elle ne dispense pas du choix de politique de soutien au développement, non seulement nécessaire mais aussi seule possibilité de sortir du cercle vicieux, à l'exemple du Kerala. Néanmoins, il reconnaît qu'il existe bien une stratégie de *trickle down* selon laquelle une hausse du revenu par tête induit une augmentation des indicateurs de développement humain. Cette dernière hypothèse est valide tant que :

- la croissance se traduit toujours par une hausse du revenu par tête,
- les mesures du développement comportent la prise en compte d'un revenu monétaire,
- et que les Etats assurent leur rôle de redistribution en engageant des dépenses sociales.

Dans le cas où seulement deux des premières conditions sont réalisées, la croissance ne parvient pas toucher les plus défavorisés. En effet, ces dernières années auraient été marquées par un assouplissement des politiques de redistribution comme on va le voir et qui aurait conduit sept des Etats indiens de l'échantillon étudiés à s'enfermer dans des relations de causalités dites vicieuses.

Le deuxième résultat réside dans le fait que les Etats semblent malgré tout converger dans le long terme vers le niveau de développement tel que mesuré par l'IDH et deux de ses composantes (le Niveau d'Education et l'Espérance de Vie). Cependant, on observe des différences de croissance du revenu par tête qui augmentent les disparités régionales. On retrouve aussi ce résultat dans un Working Paper du FMI<sup>18</sup> où l'auteur, Cartiona Purfield [2006], montre que si les différences de croissance du produit domestique observées pour chaque Etat sont fortement corrélées aux niveaux de revenus constatés dans ces Etats, il y existerait aussi une dynamique d'augmentation des inégalités de revenus entre ces Etats, résultat de la section précédente que nous retrouvons ici. En réalité, la question des politiques d'assistance et de soutien aux classes défavorisées reste encore posée et sous la responsabilité des différents Etats. Grâce aux transferts budgétaires du centre vers les Etats périphériques, le gouvernement central tente d'avoir une approche équitable du développement. L'objectif visé est celui de la réduction des disparités régionales par des politiques sociales appropriées. Il s'agit donc de combler les déficits de certains Etats en infrastructures destinées au développement humain comme les hôpitaux, les écoles, ou les installations d'accès à l'eau potable. Toutefois, il n'en reste pas moins, comme le dit Madhusadan Ghosh, que les divergences augmentent en termes d'inégalité de revenu malgré la convergence de l'IDH. La question posée est par conséquent celle de l'impact de la divergence du revenu monétaire sur le développement humain.

Enfin l'exemple Kéralais montre qu'il est possible d'obtenir davantage de croissance à partir d'une politique appropriée en termes de développement humain élevé, basée sur l'éducation.

---

<sup>18</sup> Cartiona Purfield [2006], *Mind the Gap, Is Economic Growth in India Leaving Some States Behind?*, Working paper, WP/06/103, avril

En résumé, l'étude du développement humain tel que mesuré par l'IDH révèle, à la différence des résultats sur la pauvreté, que le développement humain se serait amélioré légèrement plus vite après la libéralisation. Dans la section suivante, nous proposons une évaluation de l'intervention de l'Etat dans le secteur social et l'emploi.

#### 4 L'INTERVENTION DE L'ETAT DANS LE SOCIAL ET L'EMPLOI

Nombre d'économistes s'attendaient à ce que la libéralisation conduise aux effets néfastes que connaissent les pays dans lesquelles des politiques similaires avaient été conduites. En effet, aurait été observée dans ces pays une augmentation de la vulnérabilité des plus pauvres et une décohésion sociale qui seraient majoritairement attribuées au fait que l'Etat ait cessé d'intervenir dans le domaine social, au moins à court terme.

La question est de savoir si dans le cas de l'Inde, la libéralisation se serait traduite par une diminution du rôle de l'Etat dans le social au profit de la politique du *trickle down strategy*.

Pour cela, nous proposons dans un premier temps une évaluation des dépenses sociales de l'Etat indien dans la période post réforme. Dans un second temps, nous verrons que le changement de majorité gouvernemental a eu un impact significatif à partir de 2004 sur les dépenses sociales. Puis nous verrons dans un troisième point que les politiques de soutien à l'emploi sont essentielles dans l'aide au développement humain en Inde.

##### 4.1 Les dépenses de l'Etat dans le secteur social

Le test de convergence absolue  $\beta$  au niveau des Etats étudiés dans la section précédente avait montré que le niveau des dépenses des gouvernements avait un impact significatif sur le niveau du développement humain. Ce qui signifie non seulement que les gouvernements des Etats avaient effectivement continué à affecter une partie de leur budget aux dépenses dans le secteur social, mais aussi que ces dépenses avait permis un resserrement de l'écart de développement humain entre les Etats. En résumé, il y eu donc bien des dépenses sociales, mais nous n'avions ni quantifié leur niveau, ni jugé de leur importance.

Le tableau 21 suivant présente les données pour la variable *social sector expenditure*<sup>19</sup> vue précédemment.

**Tableau 21 : Dépenses Sociales du Gouvernement du Centre et des Etats (1986-2006) en Millions de roupies**

	1986-87	1990-91		1995-96		2000-01		2005-06	
			Variation Sur 4 ans		Variation Sur 5 ans		Variation Sur 5 ans		Variation Sur 5 ans
Secteur social	190	332	74 %	655	97%	1318	102%	2052	57%
Education	86	171	99%	323	88%	670	107%	992	48%
Santé	45	73	62%	141	93%	280	98%	477	77%
En pourcentage des dépenses totales									
Secteur social	18,9%	20,3%		21,6%		22,3%		21,3%	
Education	8,6%	10,5%		10,6%		11,3%		10,1%	
Santé	4,5%	4,5%		4,6%		4,7%		4,9%	

Source : *Economic Survey, Government of India, various issues*

Les dépenses totales telles que présentées dans ce tableau comptabilisent les dépenses du secteur social. Ces dernières se décomposent en dépenses dans le domaine médical, en

<sup>19</sup> Les données sources sont cependant différentes de celles utilisées à la section précédente.

dépenses de santé publique et en allocations données aux familles. La part non mesurée ici correspond aux dépenses en matière de développement (aide au développement rural, accès à l'eau potable, etc...). Le tableau donne également le montant des dépenses pour l'éducation et la santé (déjà comptabilisées dans le secteur social).

On peut constater que les dépenses sociales furent loin d'avoir été négligées. En chiffres absolus, on constate que le rythme moyen de progression de ces dépenses double presque tous les cinq ans en moyenne à partir de 1991, c'est-à-dire après la mise en place des réformes visant à libéraliser l'économie. Ce rythme connaît cependant un fléchissement à partir de 2001. C'est cette dernière période actualisée jusqu'à 2008 que nous allons étudier maintenant de manière plus fine.

## 4.2 Dépenses sociales et changement de majorité gouvernementale.

Le tableau 22 montre que les dépenses sociales, bien que toujours en progression, baissent en pourcentage des dépenses totales jusqu'en 2003-04, puis ré-augmentent en tendance à partir de 2004-05 pour atteindre de nouveau son niveau 2000-01 sur l'exercice 2006-07 comme le montre le tableau 22. Cette tendance se confirme également dans le domaine de l'éducation et de la santé.

**Tableau 22** : *Dépenses Sociales du Gouvernement du Centre et des Etats (2000-2008) en pourcentage des dépenses totales*

	2000-01	2001-02	2002-03	2003-04	2004-05	2005-06	2006-07	2007-08
Secteur social	22,3	21,4	20,6	19,7	20,7	21,3	22,3	22,5
Education	11,3	10,6	10,3	9,7	9,9	10,1	10,4	10,2
Santé	4,7	4,4	4,5	4,4	4,6	4,9	4,9	5,0

Source : *Economic Survey, Government of India, various issues*

Cette baisse s'explique par la politique sociale de la coalition gouvernementale (*National Democratic Alliance*) menée par les nationalistes hindous au pouvoir jusqu'en Avril 2004. Celle-ci fut sans doute négligée en raison d'une vague d'optimisme ayant contribué à changer la vision que les indiens avaient de leur propre pays à cette époque. C'était le début de l'époque du « *Shining India* », l'Inde qui brille, et pour laquelle la croissance devait bien finir par toucher les pauvres sans efforts redistributifs particuliers. C'est donc à une décision du gouvernement que l'on doit cette baisse des dépenses dans le secteur social. Les experts politiques locaux s'accordent à dire que c'est précisément cette raison qui a valu à Atal B. Vajpayee, alors premier ministre, de perdre les élections législatives de 2004. A partir de cette date, on observe d'ailleurs une augmentation des dépenses sociales avec l'arrivée des travaillistes au pouvoir avec Manmohan Singh (Tableau 23).

En pourcentage du PIB, on retrouve les mêmes variations du budget affecté aux dépenses sociales. On note un point d'infléchissement en 2004-05, avec une remontée à partir de cette date. Selon les estimations du PNUD, la part des dépenses dans le secteur de la santé se situerait à un niveau inférieur à celui donné par le gouvernement, soit environ 0.9% du PIB par an [PNUD, 2005]. Certes, le niveau de ces dépenses n'est pas très élevé, mais il

correspond à la réalité indienne, c'est-à-dire une assiette fiscale réduite qui limite le rôle de redistribution de l'Etat<sup>20</sup>. 91% de la force de travail concerne le secteur informel.

**Tableau 23 : Dépenses Sociales du gouvernement du Centre et des Etats (2001-2008) En pourcentage du PIB**

	2000-01	2001-02	2002-03	2003-04	2004-05	2005-06	2006-07	2007-08
Dépenses totales du secteur social	6,25	6,04	5,92	5,68	<b>5,66</b>	5,7	6,19	6,27
Education	3,17	2,98	2,95	2,78	2,74	<b>2,69</b>	2,88	2,87
Santé	1,32	1,25	1,28	1,26	<b>1,25</b>	1,27	1,36	1,39

Source : *Economic Survey, Government of India, various issues*

Pour conclure, on peut dire que la période de ralentissement des dépenses sociales du gouvernement coïncide avec la présence des nationalistes hindous au pouvoir. Ce ralentissement reste cependant contenu, ce qui permet de dire que la libéralisation n'a finalement que très peu ralenti l'intervention de l'Etat dans l'aide au développement humain. Le retour de Manmohan Singh confirme le retour d'un Etat développementaliste, qui n'hésite pas à intervenir directement sur le marché du travail pour améliorer le développement humain.

### 4.3 Améliorer le développement humain par l'emploi

Comme le constate Dasgupta et Singh [2004] et Gérard Heuzé [2005], la nouvelle politique économique (NEP) n'a jusqu'à présent pas réellement contribué à créer plus d'emplois, aussi bien dans le secteur formel que dans le secteur informel. En effet, malgré une croissance vigoureuse dans les années 90, il n'y aurait eu que très peu de créations d'emplois. Comme l'a montré Harasty [2001], cette tendance était déjà celle observée dans les années 80 alors que la croissance industrielle était forte. Ceci s'explique en outre par l'augmentation des gains de productivité obtenus par une modernisation des appareils de production.

Dans le secteur agricole qui concerne 60% de la force de travail, le nombre d'emplois augmente péniblement au rythme de 0.01% par an [2001-2004]. Avec un accroissement démographique constant de 1.7% par an et une augmentation de la population active du secteur rural qui l'est à peine moins, il est certain que ce rythme demeure insuffisant.

Dans le secteur manufacturier, malgré une croissance de 15% (2006-2007), l'offre d'emplois a aussi stagné.

Dans les secteurs des services en forte croissance, et plus particulièrement dans le secteur des nouvelles technologies, l'offre de travail ne concerne qu'une main d'œuvre qualifiée qui d'ailleurs selon certaines estimations, manquera à moyen terme [Delphine Cavalier, 2006]. En effet, le système de l'enseignement supérieur ne parvient déjà plus à fournir suffisamment de jeunes diplômés à ces secteurs tandis que l'on observe déjà une pression croissante sur les salaires. Dans ce contexte, on comprend que les inégalités augmentent avec l'émergence d'une nouvelle classe moyenne éduquée qui profite du décollage économique du pays, laissant en marge les plus pauvres.

<sup>20</sup> Les dépenses du secteur social comptent entre autres services sociaux, des programmes de redistributions directes visant à apporter aux populations une aide alimentaire gratuite. Le principal d'entre eux est le PDS (Public Distribution System). C'est un système qui suite à une expérience réussie menée au Maharashtra, s'est généralisé à l'Union indienne avec plus ou moins de succès suivant les Etats. Ce type de programme s'inscrit dans la droite lignée du type de politique prônée par la Banque Mondiale, en matière de lutte contre la pauvreté. Mais ces dépenses s'élèvent aujourd'hui à seulement 0,5% du PIB.

Pour faire face à cette situation, le gouvernement a mis en place récemment une politique visant à procurer un certain nombre de jours travaillés à travers des programmes d'emplois garantis selon le *National Rural Employment Guarantee Act* de 2005. D'abord prévu dans deux cent localités, le programme vise à couvrir l'ensemble des Etats et territoires de l'Union indienne d'ici cinq ans. Le gouvernement annonce parallèlement la création de dix millions d'emplois dans le même terme.

En résumé, les prises de position récentes du premier ministre Manmohan Singh depuis sa réélection en Mai 2009 semblent avoir contribué à la prise de conscience de la nécessité de rendre cette croissance plus profitable à tous, en insistant davantage sur le développement humain dans la relation de causalité avec la croissance. Autrement dit, il s'agirait de mieux redistribuer les fruits de la croissance d'une manière directe, c'est-à-dire par une augmentation plus importante des budgets sociaux (surtout dans les domaines de l'éducation et de la santé) et en accordant une priorité au revenu par la création d'emplois. Parallèlement, le gouvernement prépare une nouvelle campagne de discrimination positive dans les cycles de l'enseignement primaire et secondaire en direction des plus basses castes.

## CONCLUSION

L'Inde a toujours suivi une trajectoire de développement singulière. Cette singularité reste encore aujourd'hui une énigme qui laisse perplexe les observateurs étrangers les plus avertis. En effet, au lendemain de son indépendance, l'Inde adoptait prudemment une stratégie économique à orientation socialiste sans jamais en épouser les prémisses et superstructures politiques, contrairement à son voisin chinois. Plus tard, pendant que certains pays basculaient dans un libéralisme pur, conforme à l'esprit de ce qui allait s'appeler le *Consensus de Washington*<sup>21</sup>, l'Inde amorçait timidement un virage libéral, sans renoncer pour autant à l'interventionnisme étatique comme nous avons pu le montrer dans des travaux antérieurs<sup>22</sup>. Ainsi, suivant une trajectoire qui lui est propre, à l'écart de tout dogmatisme idéologique, l'Inde mettra en œuvre avec constance et pragmatisme un régime d'économie mixte dominé par le rôle déterminant d'un Etat développementaliste. Ces traits constituent depuis plus de six décennies les constantes du modèle indien de régulation.

L'objet de cet article était de présenter la réalité indienne relative aux conditions de vie de la population au-delà de ce que pouvait laisser percevoir les chiffres du PNUD dans son rapport de 2008. Connaissant la situation de l'Inde au lendemain de l'indépendance et l'atypie de sa trajectoire de développement depuis, nous avons cherché en particulier à savoir si la libéralisation économique engagée après la crise de change de 1991 avait changé notablement les données en terme humain.

Notre étude montre d'abord que si la réduction de la pauvreté et l'amélioration du développement humain reste un défi dans l'Inde d'aujourd'hui, des progrès importants ont indéniablement été accomplis dans ces domaines : le pourcentage de pauvres vivant sous la ligne de pauvreté a diminué de plus d'un tiers et le développement humain tel que mesuré par l'IDH s'est amélioré de plus de 50%. Elle montre aussi que ces progrès ont débuté bien avant la libéralisation et que, contrairement à ce qu'aurait pu laisser espérer des taux de croissance

---

<sup>21</sup> Cette expression est due à John Williamson (1991). Elle décrit dix mesures de politique économique libérales (discipline budgétaire, fiscale, politique monétaire restrictive, flexibilité du taux de change, ouverture du commerce extérieur, privatisation, dérégulation, fin des subventions publiques, promotion des droits de propriété) dont les objectifs sont de réduire l'intervention de l'Etat dans l'économie.

<sup>22</sup> La libéralisation, en Inde, n'a jamais été synonyme du retrait de l'Etat dans le domaine économique comme on aurait pu s'y attendre après l'adoption du plan d'ajustement structurel imposé par les institutions internationales à la suite de la crise des changes de 1991. Elle a été qualifiée de *libéralisation administrée* par certains auteurs.

plus flatteurs, celle-ci n'a pas accentué le phénomène. Paradoxalement, nous avons même relevé que la diminution de la pauvreté avait ralenti immédiatement après les réformes libérales de première génération. Ce ralentissement s'explique en partie par la politique d'austérité budgétaire due aux mesures d'ajustement structurel intervenu immédiatement après la crise des changes de 1991. Les taux de croissance relativement élevés du début de cette période n'ont pas eu les effets escomptés sur la situation des pauvres. Mais après une période d'observation, des efforts de redistribution se sont révélés nécessaires. En effet, dans la deuxième sous-période de la libéralisation, les politiques de soutien de l'Etat ont permis aux indicateurs de pauvreté de s'améliorer de manière significative.

Quant aux indicateurs de développement humain, il aura fallu attendre les priorités accordées aux politiques sociales de 2004 pour les voir à nouveau progresser.

Notre étude a permis aussi de montrer que la politique de la *trickle down strategy*, c'est à dire une stratégie qui attend de la croissance qu'elle finisse par toucher les pauvres sans efforts particuliers de redistribution, n'a pas fonctionné globalement en Inde. Et c'est parce que l'Etat n'a jamais cessé "d'administrer" l'ouverture en intervenant dans le secteur social (autant que dans le secteur productif d'ailleurs<sup>23</sup>) que la trajectoire du développement humain a suivi une tendance à l'amélioration. Ainsi, la relation de causalité réciproque entre développement humain et croissance ne fonctionne que si l'Etat intervient de façon active dans la redistribution des fruits de la croissance.

Nous avons vu aussi qu'il existait bien une convergence de l'IDH entre les Etats de l'Union Indienne reposant en particulier sur les composantes Espérance de vie et Education. La divergence du Revenu par tête entre les Etats reste toutefois un souci préoccupant pour le Gouvernement Central. C'est ce qui explique son intervention récente sur le marché du travail par des offres d'emplois garantis aux travailleurs les plus pauvres.

Néanmoins, une autre réalité subsiste. L'évolution même légère des inégalités doit alerter les politiques. Non pas que les pauvres deviennent plus pauvres en Inde, mais les riches s'enrichissent plus vite. Avec la richesse des uns qui s'étalent, le sentiment d'être pauvre des autres a grandi et ces inégalités risquent de mettre en péril la cohésion sociale, certains signes étant déjà visibles (revendication d'appartenance aux castes inférieures pour bénéficier des programmes sociaux, suicide des paysans...). Les inégalités sont apparues sur tous les fronts, non seulement entre les 30% de pauvres et l'émergence d'une nouvelle classe moyenne, mais aussi entre les différents groupes religieux, les musulmans étant plus touchés par la pauvreté comme nous le montrent John et Mutatkar [2005]. Ou encore entre les sexes, dans une société où l'homme a plus de valeur que la femme [Acharya et Ghimire, 2005]. Aux inégalités microsociales, s'ajoutent les inégalités macrosociales, comme l'atteste l'augmentation des disparités régionales dessinant le contour d'une Inde duale. En effet, souligne Jean Joseph Boillot [2006], « on assiste d'un côté au resserrement des Etats champions du développement et de la croissance autour d'un *croissant fertile* de dix Etats que l'on nomme aussi les *movers* : Himachal Pradesh, Punjab, Gujarat, Haryana, Kerala Karnataka, Tamil Nadu, Andhra Pradesh, Assam, Bengale occidentale, et des trois territoires de l'Union (Delhi, Goa et Pondichéry) ; et de l'autre côté, à l'émergence d'une *bande centrale aveugle* de petits Etats qui constituent néanmoins les poids lourds démographiques de l'Inde ». Il s'agit des fameux Etats BIMARU (Bihar, Madhya Pradesh, Rajasthan et Uttar Pradesh) auquel nous rajoutons le Maharashtra, soit à eux seuls les autres 50% de la population. Selon un scénario pessimiste, Chellaiah et Shanmugam [2007] projettent que l'écart des revenus entre les Etats les plus

---

<sup>23</sup> Voir SEETHANEN S., « le rôle de l'État dans l'économie en Inde : entre libéralisation et réforme des entreprises publiques », *Mondes en Développement*, n° 143, 2008/3. p57-68.

riches et les Etats les plus pauvres passerait d'ici dix ans d'un rapport de un à deux à un rapport de un à quatre.

L'augmentation des dépenses sociales depuis le retour du parti du Congrès au pouvoir en 2004 semble confirmer la prise de conscience de la classe politique sur la nécessité de rendre la croissance encore plus inclusive. En témoigne d'ailleurs la mise au second plan des politiques de libéralisation dans le nouvel agenda 2009.

## RÉFÉRENCES

ACHARYA, M. et P. GHIMIRE, (2005), "Gender Indicators of Equality, Inclusion and Poverty Reduction – Measuring Programme / Projet Effectiveness", *Economic and Political Weekly*, n° 29, octobre.

AHLUWALIA, M.S. (1978), "Rural Poverty and Agricultural Performance in India", *Journal of Development Studies*, Vol 14, N°3, p298-323.

AHLUWALIA, M.S. (1986), "Rural Poverty and Agricultural Performance in India: A re-examination", in J.W Mellor and G M Desai (ed), *Agricultural Change and Rural Poverty : variation on the them by Dhama Narain, Oxford University Press, Delhi.*

BANERJEE, A. et T. PIKETTY, (2004), "Top Indian Incomes 1922 - 2000, Public Policy and Economic History Initiative", *Discussion paper series of Centre for Economic Policy Research*, n° 4632, septembre.

BOILLOT, J.J. (2007), "L'Inde ou l'Economie Shiva", *L'économie politique*, n°35, juillet.

CARTIONA, P., (2006), "Mind the Gap - Is Economic Growth in India Leaving Some States Behind ? ", *Working paper*, WP/06/103, avril.

CHELLIAH, R.J et K.R. SHANMUGAM, (2007), "Strategy for Poverty Reduction and Narrowing Regional Disparities", *Economic and political weekly*, Vol 42, N°34 August 25 - August 31.

DATT, G. et M.RAVALLION, (2002), "Is India's Economic Growth Leaving the Poor Behind ? ", mimeo, *World Bank*, Washington.

DEATON, A. (2001a), "Adjusted Indian Poverty Estimates for 1999-2000", *Princeton Research Programme in Development Studies*, [www.wwws.princeton.edu](http://www.wwws.princeton.edu).

DEATON, A. (2001b), "Comparable price and poverty rates in India, 1999-2000", *Princeton Research Programme in Development Studies*, [www.wwws.princeton.edu](http://www.wwws.princeton.edu).

DEATON, A. et J. DREZE, (2002), "Poverty and Inequality in India – a Re-examination", *Economic and political weekly special articles*, 7 septembre.

DEATON, A. et A.TAROZZI, (2000), "Prices and Poverty in India", *Princeton Research Programme in Development Studies*, [www.wwws.princeton.edu](http://www.wwws.princeton.edu).

DESTREMEAU, B. in POULIN, R. et P. SALAMA, (1998), "L'Insoutenable Misère du Monde – Economie et Sociologie de la Pauvreté", *Vents d'Ouest*, Canada.

GOSH, M., (2006) "Economic Growth and Human Development in Indian States", *EPW*.

GOVERNMENT OF INDIA, "Economic Survey, Various Issues", <http://indiabudget.nic.in>

GOVERNMENT OF INDIA, "National Sample Survey Organisation", <http://mospi.nic.in>

HIMANSHU, (2007), "Recent Trends in Poverty and Inequality : Some Preliminary Results", *Economic and political weekly special articles*, 10 février.

JOHN, R. M. et R.MUTATKAR, (2005) Statewise Estimates of Poverty Among Religious Groups in India, *Economic and political weekly special articles*, 26 mars.

- KUNDU, A. et N.SARANGI, (2005) "Issue of Urban Exclusion", *Economic and Political Weekly* vol 40, N° 33, August 13 - August 19.
- MADHUSOODANAN PILLAI, P. "Women Literacy and Development in Kerala : The Experience and Challenges", <http://www.literacyonline.org/>
- MAHENDRA DEV, S., (2005), "Calorie Norms and Poverty", *Economic and political weekly*, 19 février, pp. 789 – 792.
- MAHENDRA DEV, S., (2006), "Social Development in India", *Economic and political weekly*, vol 41, N° 37, September 16 - September 22.
- MAHENDRA DEV, S. et C. RAVI, (2007) "Poverty and Inequality : All India and States, 1983 - 2005", *Economic and political weekly*, 10 février, pp. 509 – 521.
- MRUTHYUNJAYA, K. et L. DEY, (2007), "Term Changes in Indian Food Basket and Nutrition", *Economic and Political Weekly*, Special Article, Vol 42, N°35, September 01 - September 07.
- PNUD, (2008), *Rapport mondial sur le développement Humain*.
- RODRIK, D. et A. SUBRAMANIAN, (2004), "From Hindu Growth to Productivity Surge: The Mystery of the Indian Growth Transition", February, [ksghome.harvard.edu](http://ksghome.harvard.edu).
- SALAMA, P., (2006), "Le Défi des Inégalités – Amérique latine / Asie : une Comparaison Economique", *La Découverte*, Paris.
- SALAMA, P., (1998), "L'Insoutenable Misère du Monde", *Vents d'ouest*, collection alternative.
- SEN, A., (1987), "Ethique et Economie", *Quadrige PUF*, Paris, 305 p.
- SEN, A., (2005), "Rationalité et Liberté en Economie", *Odile Jacob*, Paris, 559 p.
- SEN, A., (2000), "Estimates of Consumer Expenditures and Its Distribution : Statistical Priorities after NSS 55<sup>th</sup> Round", *Economic and Political Weekly*, Decembre 16-22.
- SEN, A., et HIMANSHU, (2004a), "Poverty and Inequality in India I", *Economic and political weekly special articles*, 18 septembre, aapp. 4247 – 4263.
- SEN, A., et HIMANSHU, (2004b), "Poverty and Inequality in India II – Widening Disparities during the 90s", *Economic and political weekly*, 25 septembre, pp. 4361 – 4375.
- SEN, A., et HIMANSHU, (2004), "Poverty and Inequality in India II – Widening Disparities during the 90s", *Economic and political weekly*, 25 septembre, pp. 4361 – 4375.
- SEETHANEN, S., (2008), "Le Rôle de l'Etat dans l'Economie en Inde. Entre Libéralisation et Réforme des Entreprises Publiques", *Mondes en Développement*, Vol. 36-2008/1-n°141, pp. 57 – 68.
- SEETHANEN, S., (2007), "Les Effets de la Libéralisation Economique en Inde. Enjeux, Bilan et Perspectives des Privatisations dans le Processus de Réforme. Vers une Réarticulation du Rôle de l'Etat dans le Développement" - *Thèse de doctorat conduite sous la direction de Pierre Salama, Université Paris nord*, Décembre, 357p.
- SUNDARAM, K. et D.S. TENDULKAR, (2004), "The Poor in the Indian Labour Force - Scenario in the 1990s", *Economic and Political Weekly*, 27 novembre, pp. 5125 – 5132.
- TAROZZI, A., (2002), "Estimating Comparable Poverty Counts from Incomparable Surveys: Measuring Poverty in India", [www.princeton.edu](http://www.princeton.edu).



## ANNEXE 1 : LE COEFFICIENT DE GINI – INDICATEUR D'INÉGALITES

Le coefficient de Gini peut être représenté par un diagramme de la courbe de Lorenz (voir graphique ci-dessous). Si l'aire de la zone entre la diagonale d'égalité parfaite (en pointillés) et la courbe de Lorenz (en gras) est A, et l'aire de la zone à l'extérieur de la courbe de Lorenz est B, alors le coefficient de Gini est  $A/(A+B)$ .

En pratique, on ne dispose pas du revenu de chaque habitant, mais de « tranches » de la population. Pour  $n$  tranches, le coefficient s'obtient par la formule de Brown :

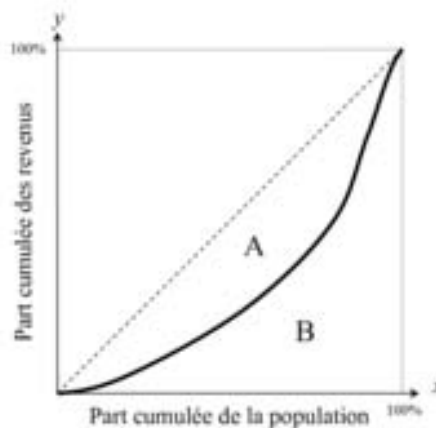
$$G = 1 - \sum_{k=0}^{k=n-1} (X_{k+1} - X_k)(Y_{k+1} + Y_k)$$

où X est la part cumulée de la population, et Y la part cumulée du revenu.

Graphiquement, c'est la superficie de la zone entre la droite d'égalité parfaite et la courbe de la situation réelle. Plus l'aire est grande, plus le pourcentage est élevé et donc plus les inégalités sont importantes.

**Remarque :** en fait, le coefficient de Gini est toujours strictement inférieur à 1, la courbe de Lorenz ne pouvant être l'union des deux segments  $[(0,0);(1,0)]$  et  $[(1,0);(1,1)]$ .

Diagramme de la courbe de Lorenz



**ANNEXE 2 :**  
**DISTRIBUTION ENTRE POPULATION RURALE ET URBAINE DE 16 ETATS**  
**INDIENS**

	Rural			Urbain			Etats		
	1983	1993-94	2004-05	1983	1993-94	2004-05	1983	1993-94	2004-05
Andhra Pradesh	0,76	0,73	0,73	0,24	0,27	0,28	1,00	1,00	1,01
Assam	0,90	0,88	0,86	0,10	0,12	0,14	1,00	1,00	1,00
Bihar	0,87	0,87	0,87	0,12	0,13	0,13	1,00	1,00	1,00
Gujarat	0,68	0,65	0,61	0,32	0,35	0,39	1,00	1,00	1,00
Haryana	0,78	0,74	0,69	0,22	0,26	0,31	1,00	1,00	1,00
Himachal Pradesh	0,93	0,91	0,89	0,08	0,09	0,12	1,01	1,00	1,01
Karnataka	0,71	0,68	0,65	0,29	0,32	0,35	1,00	1,00	1,00
Kerala	0,78	0,74	0,74	0,20	0,26	0,26	0,97	1,00	1,00
Madhya Pradesh	0,79	0,76	0,74	0,21	0,24	0,26	1,00	1,00	1,00
Maharashtra	0,64	0,60	0,57	-	0,40	0,44	-	1,00	1,01
Orissa	0,88	0,86	0,84	0,12	0,15	0,16	1,00	1,01	1,00
Punjab	0,72	0,69	0,64	0,28	0,31	0,36	1,00	1,00	1,00
Rajasthan	0,79	0,77	0,76	0,21	0,23	0,24	1,00	1,00	1,00
Tamil Nadu	0,67	0,63	0,52	0,33	0,37	0,48	1,00	1,00	1,00
Uttar Pradesh	0,82	0,80	0,78	0,18	0,20	0,22	1,00	1,00	1,00
West Bengal	0,73	0,72	0,72	0,26	0,28	0,28	1,00	1,00	1,00
All India	0,76	0,74	0,71	0,24	0,26	0,29	1,00	1,00	1,00

Source : National Sample Survey 43<sup>ème</sup>, 50<sup>ème</sup> et 61<sup>ème</sup> round of Consumer Expenditure Survey, calculs de l'auteur

**ANNEXE 3 :**  
**LES INDICATEURS DE PAUVRETE ET D'INEGALITES**

H0, H1, H2, FGT, coefficient de Gini - Valeurs observées pour un échantillon de 16 états majoritaires et l'Inde entière, la variation des indicateurs sur le total des deux périodes et sur la période totale, puis leurs variations en moyenne annuelle par période. Source : National Sample Survey 43<sup>ème</sup>, 50<sup>ème</sup> et 61<sup>ème</sup> round of Consumer Expenditure Survey, calculs de l'auteur, Mahendra Dev [2007] Himanshu [2007]

**H0: POPULATION VIVANT SOUS LE LIGNE DE PAUVRETE**

	Rural			Urbain			Etats		
	1983	1993-94	2004-05	1983	1993-94	2004-05	1983	1993-94	2004-05
Andhra Pradesh	27,3	16,6	10,9	37,5	37,6	24,5	29,8	22,3	14,8
Assam	41,9	44,4	23,1	23,1	10,2	3,8	40,0	40,5	20,5
Bihar	64,9	57,2	43,1	47,5	36,5	31,7	62,7	54,5	41,5
Gujarat	27,9	22,4	19,8	38,0	29,4	12,0	31,1	24,9	16,8
Haryana	21,8	26,6	13,4	25,5	17,5	15,1	22,6	24,3	13,9
Himachal Pradesh	17,8	29,3	12,5	16,0	8,3	3,9	17,6	27,4	11,6
Karnataka	37,5	30,2	23,7	42,9	39,7	33,4	39,1	33,3	27,2
Kerala	38,5	26,5	12,3	45,1	25,5	20,9	38,8	26,2	14,5
Madhya Pradesh	48,2	40,4	38,2	53,1	48,3	34,4	49,2	42,3	37,2
Maharashtra	45,0	37,7	30,4	36,7	34,7	29,4	43,1	36,5	30,0
Orissa	67,5	50,1	47,8	49,2	41,0	43,3	65,3	48,9	47,1
Punjab	14,3	13,7	9,6	23,5	11,8	5,6	16,9	13,1	8,1
Rajasthan	37,7	26,9	18,9	38,8	31,6	29,8	38,0	28,0	21,5
Tamil Nadu	56,2	33,0	23,0	47,9	38,9	34,1	53,5	35,2	28,3
Uttar Pradesh	46,4	42,3	34,1	49,5	36,2	30,3	46,9	41,1	33,3
West Bengal	61,6	37,4	28,5	31,5	23,2	18,5	53,6	33,5	25,7
All India	45,8	37,3	29,2	42,3	32,6	26,0	44,9	36,0	28,3

## VARIATION DE H0

	Rural			Urbain			Etats		
	1983-94	1994-05	1983-05	1983-94	1994-05	1983-05	1983-94	1994-05	1983-05
Andhra Pradesh	-10,7	-5,8	-16,5	0,1	-13,1	-13,0	-7,5	-7,5	-15,0
Assam	2,5	-21,4	-18,9	-12,9	-6,4	-19,2	0,4	-20,0	-19,6
Bihar	-7,7	-14,2	-21,8	-11,0	-4,9	-15,8	-8,2	-13,0	-21,2
Gujarat	-5,5	-2,7	-8,2	-8,6	-17,5	-26,0	-6,2	-8,2	-14,4
Haryana	4,9	-13,2	-8,4	-7,9	-2,5	-10,4	1,7	-10,3	-8,7
Himachal Pradesh	11,5	-16,8	-5,3	-7,8	-4,4	-12,1	9,7	-15,8	-6,0
Karnataka	-7,3	-6,5	-13,8	-3,2	-6,3	-9,5	-5,8	-6,1	-11,9
Kerala	-12,0	-14,2	-26,2	-19,7	-4,6	-24,3	-12,6	-11,7	-24,3
Madhya Pradesh	-7,8	-2,3	-10,0	-4,8	-13,9	-18,7	-6,9	-5,1	-12,0
Maharashtra	-7,4	-7,3	-14,7	-2,0	-5,3	-7,3	-6,6	-6,6	-13,2
Orissa	-17,4	-2,4	-19,8	-8,2	2,3	-5,8	-16,5	-1,8	-18,3
Punjab	-0,6	-4,2	-4,8	-11,7	-6,3	-18,0	-3,7	-5,0	-8,8
Rajasthan	-10,8	-8,0	-18,8	-7,3	-1,7	-9,0	-10,0	-6,5	-16,5
Tamil Nadu	-23,2	-10,0	-33,3	-9,0	-4,9	-13,9	-18,3	-6,9	-25,2
Uttar Pradesh	-4,1	-8,3	-12,3	-13,3	-5,9	-19,2	-5,9	-7,8	-13,7
West Bengal	-24,2	-8,9	-33,1	-8,3	-4,7	-13,0	-20,2	-7,8	-27,9
All India	-8,5	-8,1	-16,6	-9,7	-6,5	-16,3	-8,9	-7,8	-16,7

## VARIATION MOYENNE ANNUELLE PAR PERIODE DE H0

	Rural			Urbain			Etats		
	1983-94	1994-05	1983-05	1983-94	1994-05	1983-05	1983-94	1994-05	1983-05
Andhra Pradesh	-0,97	-0,53	-0,75	0,0	-1,2	-0,59	-0,7	-0,7	-0,7
Assam	0,23	-1,94	-0,86	-1,2	-0,6	-0,9	0,0	-1,8	-0,9
Bihar	-0,70	-1,29	-0,99	-1,0	-0,4	-0,7	-0,7	-1,2	-1,0
Gujarat	-0,50	-0,24	-0,37	-0,8	-1,6	-1,2	-0,6	-0,7	-0,7
Haryana	0,44	-1,20	-0,38	-0,7	-0,2	-0,5	0,2	-0,9	-0,4
Himachal Pradesh	1,05	-1,52	-0,24	-0,7	-0,4	-0,6	0,9	-1,4	-0,3
Karnataka	-0,66	-0,59	-0,63	-0,3	-0,6	-0,4	-0,5	-0,6	-0,5
Kerala	-1,09	-1,29	-1,19	-1,8	-0,4	-1,1	-1,1	-1,1	-1,1
Madhya Pradesh	-0,71	-0,21	-0,46	-0,4	-1,3	-0,8	-0,6	-0,5	-0,5
Maharashtra	-0,67	-0,66	-0,67	-0,2	-0,5	-0,3	-0,6	-0,6	-0,6
Orissa	-1,58	-0,21	-0,90	-0,7	0,2	-0,3	-1,5	-0,2	-0,8
Punjab	-0,05	-0,38	-0,22	-1,1	-0,6	-0,8	-0,3	-0,5	-0,4
Rajasthan	-0,98	-0,73	-0,86	-0,7	-0,2	-0,4	-0,9	-0,6	-0,7
Tamil Nadu	-2,11	-0,91	-1,51	-0,8	-0,4	-0,6	-1,7	-0,6	-1,1
Uttar Pradesh	-0,37	-0,75	-0,56	-1,2	-0,5	-0,9	-0,5	-0,7	-0,6
West Bengal	-2,20	-0,81	-1,50	-0,8	-0,4	-0,6	-1,8	-0,7	-1,3
All India	-0,78	-0,73	-0,76	-0,88	-0,59	-0,74	-0,81	-0,70	-0,76

### PROFONDEUR DE LA LIGNE DE PAUVRETE H1

	Rural			Urbain			All		
	1983	1993-94	2004-05	1983	1993-94	2004-05	1983	1993-94	2004-05
Andhra Pradesh	5,9	2,9	2,0	10,9	9,3	6,1	7,1	4,6	3,2
Assam	8,8	8,3	3,5	5,6	0,9	0,5	8,4	7,4	3,1
Bihar	19,5	14,2	8,3	18,5	9,7	9,3	19,4	13,6	8,4
Gujarat	5,6	4,1	3,4	9,7	6,2	2,5	6,9	4,8	3,1
Haryana	4,3	5,6	2,2	5,8	3,0	3,2	4,6	4,9	2,5
Himachal Pradesh	3,6	5,6	1,5	2,8	1,2	1,0	3,6	5,2	1,5
Karnataka	9,7	6,3	2,7	13,3	11,4	8,9	10,8	7,9	4,9
Kerala	10,0	5,6	2,8	14,7	5,5	4,7	10,7	5,6	3,3
Madhya Pradesh	14,0	9,8	7,8	16,1	13,9	12,4	14,4	10,8	9,0
Maharashtra	12,0	9,3	6,4	12,1	10,2	9,2	-	9,7	7,7
Orissa	22,7	12,0	12,1	16,7	11,4	14,1	22,0	12,0	12,4
Punjab	3,0	1,9	1,3	5,9	1,7	0,6	3,8	1,8	1,0
Rajasthan	9,7	5,2	2,9	11,5	7,0	6,2	10,0	5,6	3,7
Tamil Nadu	17,4	7,3	3,7	15,4	10,2	5,3	16,7	8,4	4,5
Uttar Pradesh	12,7	10,6	6,7	15,1	9,3	7,2	13,1	10,3	6,8
West Bengal	21,1	8,3	5,4	8,5	4,5	2,6	17,7	7,2	4,6
All India	12,4	8,5	5,8	11,4	8,0	6,2	12,1	8,4	5,9

### VARIATION DE H1 PAR PERIODE

	Rural			Urbain			Etats		
	1983-94	1994-05	1983-05	1983-94	1994-05	1983-05	1983-94	1994-05	1983-05
Andhra Pradesh	-3,0	-0,9	-3,9	-1,6	-3,2	-4,8	-2,4	-1,5	-3,9
Assam	-0,4	-4,8	-5,3	-4,7	-0,4	-5,1	-1,0	-4,3	-5,3
Bihar	-5,3	-5,9	-11,2	-8,8	-0,4	-9,2	-5,8	-5,2	-11,0
Gujarat	-1,5	-0,7	-2,2	-3,5	-3,7	-7,2	-2,1	-1,8	-3,9
Haryana	1,3	-3,4	-2,1	-2,8	0,2	-2,6	0,3	-2,4	-2,1
Himachal Pradesh	2,0	-4,1	-2,1	-1,6	-0,2	-1,8	1,7	-3,8	-2,1
Karnataka	-3,4	-3,6	-7,0	-1,9	-2,5	-4,4	-2,8	-3,0	-5,9
Kerala	-4,4	-2,8	-7,2	-9,2	-0,8	-10,0	-5,1	-2,3	-7,4
Madhya Pradesh	-4,2	-2,0	-6,2	-2,2	-1,5	-3,7	-3,6	-1,8	-5,4
Maharashtra	-2,7	-2,9	-5,6	-1,9	-1,0	-2,9	-	-2,0	-
Orissa	-10,7	0,1	-10,6	-5,3	2,7	-2,6	-10,0	0,4	-9,6
Punjab	-1,1	-0,6	-1,7	-4,2	-1,1	-5,3	-2,0	-0,8	-2,8
Rajasthan	-4,5	-2,3	-6,8	-4,5	-0,8	-5,3	-4,4	-1,9	-6,4
Tamil Nadu	-10,1	-3,6	-13,7	-5,2	-4,9	-10,1	-8,3	-3,9	-12,3
Uttar Pradesh	-2,1	-3,9	-6,0	-5,8	-2,1	-7,9	-2,8	-3,5	-6,3
West Bengal	-12,8	-2,9	-15,7	-4,0	-1,9	-5,9	-10,5	-2,6	-13,1
All India	-3,9	-2,7	-6,6	-3,4	-1,8	-5,2	-3,8	-2,5	-6,2

### VARIATION DE H1 EN MOYENNE ANNUELLE

	Rural			Urbain			Etats		
	1983-94	1994-05	1983-05	1983-94	1994-05	1983-05	1983-94	1994-05	1983-05
Andhra Pradesh	-0,27	-0,08	-0,18	-0,1	-0,3	-0,22	-0,2	-0,1	-0,2
Assam	-0,04	-0,44	-0,24	-0,4	0,0	-0,2	-0,1	-0,4	-0,2
Bihar	-0,49	-0,54	-0,51	-0,8	0,0	-0,4	-0,5	-0,5	-0,5
Gujarat	-0,14	-0,06	-0,10	-0,3	-0,3	-0,3	-0,2	-0,2	-0,2
Haryana	0,12	-0,31	-0,09	-0,3	0,0	-0,1	0,0	-0,2	-0,1
Himachal Pradesh	0,18	-0,37	-0,09	-0,1	0,0	-0,1	0,2	-0,3	-0,1
Karnataka	-0,31	-0,33	-0,32	-0,2	-0,2	-0,2	-0,3	-0,3	-0,3
Kerala	-0,40	-0,25	-0,33	-0,8	-0,1	-0,5	-0,5	-0,2	-0,3
Madhya Pradesh	-0,38	-0,18	-0,28	-0,2	-0,1	-0,2	-0,3	-0,2	-0,2
Maharashtra	-0,24	-0,26	-0,25	-0,2	-0,1	-0,1	-	-0,2	-
Orissa	-0,97	0,01	-0,48	-0,5	0,2	-0,1	-0,9	0,0	-0,4
Punjab	-0,10	-0,05	-0,08	-0,4	-0,1	-0,2	-0,2	-0,1	-0,1
Rajasthan	-0,40	-0,21	-0,31	-0,4	-0,1	-0,2	-0,4	-0,2	-0,3
Tamil Nadu	-0,92	-0,33	-0,62	-0,5	-0,4	-0,5	-0,8	-0,4	-0,6
Uttar Pradesh	-0,19	-0,35	-0,27	-0,5	-0,2	-0,4	-0,3	-0,3	-0,3
West Bengal	-1,16	-0,26	-0,71	-0,4	-0,2	-0,3	-1,0	-0,2	-0,6
All India	-0,35	-0,25	-0,30	-0,31	-0,16	-0,24	-0,34	-0,22	-0,28

## H2 : DISPERSION SOUS LA LIGNE DE PAUVRETE

	Rural			Urbain			All		
	1983	1993-94	2004-05	1983	1993-94	2004-05	1983	1993-94	2004-05
Andhra Pradesh	2,0	0,9	0,7	4,1	3,2	1,9	2,5	1,5	1,0
Assam	2,6	2,2	0,9	1,7	0,2	0,1	2,5	2,0	0,8
Bihar	7,9	4,9	2,3	7,1	3,4	3,0	7,8	4,7	2,4
Gujarat	1,7	1,2	0,9	3,6	2,0	0,7	2,3	1,5	0,8
Haryana	1,4	1,8	0,6	1,9	0,9	1,0	1,5	1,5	0,7
Himachal Pradesh	1,2	1,6	0,4	1,1	0,3	0,3	1,2	1,5	0,3
Karnataka	3,7	2,0	0,6	5,5	4,4	3,1	4,2	2,8	1,5
Kerala	3,6	1,9	1,0	6,2	1,9	1,6	4,0	1,9	1,1
Madhya Pradesh	5,5	3,6	2,3	6,2	5,3	4,8	5,7	4,0	3,0
Maharashtra	4,3	3,4	2,0	4,9	4,2	3,5	-	3,7	2,7
Orissa	10,2	4,1	4,2	7,1	4,3	5,8	9,8	4,1	4,5
Punjab	1,1	0,5	0,3	2,3	0,4	0,1	1,4	0,5	0,2
Rajasthan	3,8	1,6	0,7	4,7	2,2	1,9	4,0	1,7	1,0
Tamil Nadu	7,5	2,5	1,0	6,3	3,9	1,6	7,1	3,0	1,3
Uttar Pradesh	4,7	3,6	1,9	5,9	3,4	2,3	4,9	3,6	2,0
West Bengal	9,5	2,5	1,4	3,2	1,4	0,6	7,8	2,2	1,2
All India	4,9	2,8	1,8	4,4	2,9	2,0	4,8	2,9	1,8

## VARIATION DE H2 PAR PERIODE

	Rural			Urbain			Etats		
	1983-94	1994-05	1983-05	1983-94	1994-05	1983-05	1983-94	1994-05	1983-05
Andhra Pradesh	-1,1	-0,2	-1,4	-0,9	-1,3	-2,2	-1,0	-0,5	-1,5
Assam	-0,4	-1,3	-1,7	-1,5	-0,1	-1,6	-0,6	-1,2	-1,7
Bihar	-3,0	-2,6	-5,6	-3,7	-0,4	-4,1	-3,1	-2,3	-5,4
Gujarat	-0,5	-0,3	-0,8	-1,6	-1,3	-2,9	-0,8	-0,6	-1,5
Haryana	0,4	-1,1	-0,8	-1,0	0,1	-0,9	0,0	-0,8	-0,8
Himachal Pradesh	0,5	-1,3	-0,8	-0,8	0,0	-0,8	0,3	-1,2	-0,8
Karnataka	-1,7	-1,4	-3,1	-1,1	-1,3	-2,4	-1,4	-1,3	-2,7
Kerala	-1,8	-0,9	-2,6	-4,3	-0,3	-4,6	-2,2	-0,7	-2,9
Madhya Pradesh	-2,0	-1,3	-3,2	-0,9	-0,5	-1,4	-1,7	-1,0	-2,7
Maharashtra	-1,0	-1,4	-2,3	-0,7	-0,7	-1,4	-	-1,0	-
Orissa	-6,1	0,2	-5,9	-2,8	1,5	-1,3	-5,7	0,4	-5,3
Punjab	-0,6	-0,2	-0,8	-1,9	-0,3	-2,2	-1,0	-0,3	-1,2
Rajasthan	-2,3	-0,8	-3,1	-2,5	-0,3	-2,8	-2,3	-0,7	-3,0
Tamil Nadu	-5,0	-1,5	-6,6	-2,4	-2,3	-4,7	-4,1	-1,8	-5,8
Uttar Pradesh	-1,1	-1,7	-2,8	-2,5	-1,1	-3,6	-1,3	-1,6	-2,9
West Bengal	-7,0	-1,0	-8,0	-1,8	-0,8	-2,6	-5,6	-1,0	-6,6
All India	-2,0	-1,1	-3,1	-1,5	-0,9	-2,4	-1,9	-1,0	-2,9

## VARIATION EN MOYENNE ANNUELLE DE H2

	Rural			Urbain			Etats		
	1983-94	1994-05	1983-05	1983-94	1994-05	1983-05	1983-94	1994-05	1983-05
Andhra Pradesh	-0,10	-0,02	-0,06	-0,08	-0,12	-0,10	-0,09	-0,04	-0,07
Assam	-0,04	-0,12	-0,08	-0,14	-0,01	-0,07	-0,05	-0,11	-0,08
Bihar	-0,27	-0,24	-0,25	-0,34	-0,04	-0,19	-0,28	-0,21	-0,24
Gujarat	-0,05	-0,02	-0,04	-0,15	-0,12	-0,13	-0,08	-0,06	-0,07
Haryana	0,03	-0,10	-0,03	-0,09	0,01	-0,04	0,00	-0,07	-0,03
Himachal Pradesh	0,04	-0,12	-0,04	-0,07	0,00	-0,04	0,03	-0,11	-0,04
Karnataka	-0,15	-0,13	-0,14	-0,10	-0,12	-0,11	-0,13	-0,12	-0,12
Kerala	-0,16	-0,08	-0,12	-0,39	-0,03	-0,21	-0,20	-0,07	-0,13
Madhya Pradesh	-0,18	-0,12	-0,15	-0,08	-0,05	-0,06	-0,15	-0,09	-0,12
Maharashtra	-0,09	-0,12	-0,11	-0,06	-0,06	-0,06	-	-0,09	-
Orissa	-0,55	0,02	-0,27	-0,25	0,14	-0,06	-0,52	0,03	-0,24
Punjab	-0,05	-0,02	-0,04	-0,17	-0,03	-0,10	-0,09	-0,02	-0,05
Rajasthan	-0,20	-0,08	-0,14	-0,23	-0,03	-0,13	-0,21	-0,06	-0,14
Tamil Nadu	-0,46	-0,14	-0,30	-0,22	-0,21	-0,21	-0,37	-0,16	-0,27
Uttar Pradesh	-0,10	-0,16	-0,13	-0,23	-0,10	-0,16	-0,12	-0,14	-0,13
West Bengal	-0,64	-0,09	-0,37	-0,16	-0,07	-0,12	-0,51	-0,09	-0,30
All India	-0,18	-0,10	-0,14	-0,14	-0,08	-0,11	-0,17	-0,09	-0,13



## INDEX DE GINI : COEFFICIENT D'INEGALITE

	Rural			Urbain			All		
	1983	1993-94	2004-05	1983	1993-94	2004-05	1983	1993-94	2004-05
Andhra Pradesh	29,7	29	29,4	33,2	32,3	37,6	30,6	29,9	32,0
Assam	20	17,9	19,9	26,1	29,0	32,1	20,6	19,2	21,6
Bihar	25,9	22,2	20,7	28,5	28,2	33,3	26,2	23,0	22,4
Gujarat	26,8	24	27,3	28,5	29,1	31,0	27,4	25,8	28,7
Haryana	28,5	31,4	34	34,8	27,4	36,5	29,9	30,4	34,8
Himachal Pradesh	-	28,4	31,1	35,8	46,2	32,6	-	30,0	31,6
Karnataka	30,8	27	26,5	34,2	31,9	36,8	31,8	28,6	30,1
Kerala	32	30,1	38,3	38,9	34,3	41,0	32,6	31,2	39,0
Madhya Pradesh	31,5	30	26,8	29,8	33,6	39,7	31,1	30,9	30,1
Maharashtra	29,1	30,7	31,2	34,6	35,7	37,8	-	32,7	34,4
Orissa	27	24,6	28,5	29,0	30,7	35,4	27,2	25,7	29,6
Punjab	29,2	28,1	29,5	33,9	28,1	40,3	30,6	28,2	33,4
Rajasthan	34,7	26,5	25,1	33,9	29,3	37,2	34,5	27,2	28,0
Tamil Nadu	36,7	31,2	32,2	35,1	34,8	36,1	36,2	32,6	34,1
Uttar Pradesh	28,9	28,3	29	31,5	32,6	36,9	29,4	29,2	30,7
West Bengal	30	25,4	27,4	33,5	33,9	38,3	30,9	27,8	30,5
All India	30,8	28,6	30,5	34,1	34,3	37,5	31,6	30,1	32,5

## VARIATION DU COEFFICIENT DE GINI PAR PERIODE

	Rural			Urbain			Etats		
	1983-94	1994-05	1983-05	1983-94	1994-05	1983-05	1983-94	1994-05	1983-05
Andhra Pradesh	-0,70	0,40	-0,30	-0,90	5,30	4,40	-0,67	2,11	1,44
Assam	-2,10	2,00	-0,10	2,90	3,10	6,00	-1,42	2,41	0,99
Bihar	-3,70	-1,50	-5,20	-0,30	5,10	4,80	-3,23	-0,60	-3,82
Gujarat	-2,80	3,30	0,50	0,60	1,90	2,50	-1,55	2,92	1,37
Haryana	2,90	2,60	5,50	-7,40	9,10	1,70	0,46	4,41	4,87
Himachal Pradesh	-	2,70	-	10,40	-13,60	-3,20	-	1,56	-
Karnataka	-3,80	-0,50	-4,30	-2,30	4,90	2,60	-3,23	1,58	-1,65
Kerala	-1,90	8,20	6,30	-4,60	6,70	2,10	-1,40	7,81	6,42
Madhya Pradesh	-1,50	-3,20	-4,70	3,80	6,10	9,90	-0,29	-0,73	-1,03
Maharashtra	1,60	0,50	2,10	1,10	2,10	3,20	-	1,74	-
Orissa	-2,40	3,90	1,50	1,70	4,70	6,40	-1,59	3,92	2,33
Punjab	-1,10	1,40	0,30	-5,80	12,20	6,40	-2,41	5,21	2,80
Rajasthan	-8,20	-1,40	-9,60	-4,60	7,90	3,30	-7,37	0,79	-6,58
Tamil Nadu	-5,50	1,00	-4,50	-0,30	1,30	1,00	-3,61	1,54	-2,07
Uttar Pradesh	-0,60	0,70	0,10	1,10	4,30	5,40	-0,20	1,53	1,34
West Bengal	-4,60	2,00	-2,60	0,40	4,40	4,80	-3,16	2,73	-0,43
All India	-2,25	1,90	-0,35	0,25	3,20	3,45	-1,49	2,40	0,91

**VARIATION EN MOYENNE ANNUELLE DU COEFFICIENT DE GINI**

	Rural			Urbain			Etats		
	1983-94	1994-05	1983-05	1983-94	1994-05	1983-05	1983-94	1994-05	1983-05
Andhra Pradesh	-0,06	0,04	-0,01	-0,08	0,48	0,20	-0,06	0,19	0,07
Assam	-0,19	0,18	0,00	0,26	0,28	0,27	-0,13	0,22	0,04
Bihar	-0,34	-0,14	-0,24	-0,03	0,46	0,22	-0,29	-0,05	-0,17
Gujarat	-0,25	0,30	0,02	0,05	0,17	0,11	-0,14	0,27	0,06
Haryana	0,26	0,24	0,25	-0,67	0,83	0,08	0,04	0,40	0,22
Himachal Pradesh	-	0,25	-	0,95	-1,24	-0,15	-	0,14	-
Karnataka	-0,35	-0,05	-0,20	-0,21	0,45	0,12	-0,29	0,14	-0,08
Kerala	-0,17	0,75	0,29	-0,42	0,61	0,10	-0,13	0,71	0,29
Madhya Pradesh	-0,14	-0,29	-0,21	0,35	0,55	0,45	-0,03	-0,07	-0,05
Maharashtra	0,15	0,05	0,10	0,10	0,19	0,15	-	0,16	-
Orissa	-0,22	0,35	0,07	0,15	0,43	0,29	-0,14	0,36	0,11
Punjab	-0,10	0,13	0,01	-0,53	1,11	0,29	-0,22	0,47	0,13
Rajasthan	-0,75	-0,13	-0,44	-0,42	0,72	0,15	-0,67	0,07	-0,30
Tamil Nadu	-0,50	0,09	-0,20	-0,03	0,12	0,05	-0,33	0,14	-0,09
Uttar Pradesh	-0,05	0,06	0,00	0,10	0,39	0,25	-0,02	0,14	0,06
West Bengal	-0,42	0,18	-0,12	0,04	0,40	0,22	-0,29	0,25	-0,02
All India	-0,20	0,17	-0,02	0,02	0,29	0,16	-0,14	0,22	0,04

**EVOLUTION DE LA DISTRIBUTION ENTRE POPULATION RURALE ET URBAINE ENTRE 1983  
ET 2004-05 (EN POURCENTAGE)**

	Milieu Rural			Milieu Urbain		
	1983	1993-94	2004-05	1983	1993-94	2004-05
Andhra Pradesh	76,1%	73,0%	72,9%	24,0%	27,0%	28,1%
Assam	90,0%	88,4%	86,5%	10,0%	11,6%	13,7%
Bihar	87,5%	86,8%	86,6%	12,5%	13,2%	13,5%
Gujarat	68,3%	64,6%	61,4%	31,7%	35,4%	38,6%
Haryana	77,7%	74,0%	68,9%	22,2%	25,9%	31,1%
Himachal Pradesh	92,9%	91,3%	89,2%	8,4%	8,9%	11,8%
Karnataka	70,8%	68,1%	64,7%	29,2%	31,9%	35,3%
Kerala	77,7%	73,7%	74,2%	19,8%	26,2%	25,8%
Madhya Pradesh	79,3%	76,3%	74,2%	20,7%	23,8%	25,8%
Maharashtra	64,4%	60,1%	56,5%	-	39,9%	44,4%
Orissa	87,9%	86,1%	84,3%	12,1%	14,5%	15,7%
Punjab	72,3%	69,3%	64,0%	28,0%	31,1%	36,1%
Rajasthan	78,7%	77,0%	76,4%	21,3%	23,1%	23,6%
Tamil Nadu	66,9%	62,8%	51,9%	33,1%	37,2%	48,2%
Uttar Pradesh	81,8%	79,8%	78,5%	18,2%	20,2%	21,5%
West Bengal	73,5%	72,3%	71,7%	26,5%	27,7%	28,3%
All India	76,2%	73,6%	71,3%	23,7%	26,4%	28,7%

**Population Totale (Pauvres et non Pauvres) Par Etat et par Zones (En millions)**

	Rural			Urbain			Etats		
	1983	1993-94	2004-05	1983	1993-94	2004-05	1983	1993-94	2004-05
Andhra Pradesh	43,0	50,7	58,3	13,6	18,7	22,5	56,5	69,4	80,1
Assam	17,2	21,0	24,8	1,9	2,7	3,9	19,1	23,7	28,7
Bihar	64,7	81,0	105,2	9,2	12,3	16,4	74,0	93,4	121,6
Gujarat	24,4	28,5	33,9	11,3	15,6	21,3	35,7	44,1	55,2
Haryana	10,7	13,2	16,2	3,1	4,6	7,3	13,8	17,8	23,5
Himachal Pradesh	4,2	5,0	5,8	0,4	0,5	0,8	4,5	5,4	6,5
Karnataka	27,6	32,2	36,5	11,4	15,1	20,0	39,0	47,3	56,5
Kerala	20,9	22,1	24,5	5,3	7,9	8,5	26,9	30,0	33,1
Madhya Pradesh	44,0	53,9	65,8	11,5	16,8	22,8	55,5	70,7	88,6
Maharashtra	42,8	50,7	59,2	-	33,6	46,5	66,4	84,3	104,7
Orissa	24,3	28,6	33,0	3,3	4,8	6,1	27,7	33,2	39,1
Punjab	12,7	14,9	16,9	4,9	6,7	9,5	17,6	21,5	26,4
Rajasthan	28,8	36,7	48,0	7,8	11,0	14,8	36,6	47,7	62,8
Tamil Nadu	33,6	36,2	34,1	16,6	21,4	31,7	50,2	57,6	65,8
Uttar Pradesh	96,2	119,5	150,9	21,4	30,3	41,4	117,6	149,7	192,2
West Bengal	42,5	51,9	61,7	15,3	19,9	24,3	57,8	71,8	86,0
All India	550,3	663,4	795,6	171,0	237,7	320,2	721,9	901,0	1116,0

**ANNEXE 4 :**  
**PIB INDIEN (1950-2007)**

PERIODE	ANNUELLE	DECENNALE	PERIODE	ANNUELLE	DECENNALE
1950-1951			1980-1981	7,3	
1951-1952	2,3		1981-1982	5,8	
1952-1953	2,8		1982-1983	2,7	
1953-1954	6,1		1983-1984	7,5	
1954-1955	4,2		1984-1985	4,2	
1955-1956	2,7		1985-1986	4,5	
1956-1957	5,7		1986-1987	4,1	
1957-1958	-1,3		1987-1988	3,6	
1958-1959	7,5		1988-1989	10,5	
1959-1960	2	3,555555556	1989-1990	6,7	5,69
1960-1961	7		1990-1991	5,5	
1961-1962	3		1991-1992	1,1	
1962-1963	2		1992-1993	5,1	
1963-1964	5,1		1993-1994	5,9	
1964-1965	7,5		1994-1995	7,2	
1965-1966	-3,7		1995-1996	7,5	
1966-1967	1		1996-1997	8,2	
1967-1968	8		1997-1998	4,9	
1968-1969	2,7		1998-1999	6,4	
1969-1970	6,5	3,91	1999-2000	6,2	5,8
1970-1971	5,1		2000-2001	4,4	
1971-1972	0,9		2001-2002	5,9	
1972-1973	-0,3		2002-2003	3,9	
1973-1974	4,8		2003-2004	8,2	
1974-1975	1,5		2004-2005	7,5	
1975-1976	9		2005-2006	8,1	
1976-1977	1,3		2006-2007	9,4	6,59
1977-1978	7,5		2007-2008 (P)		
1978-1979	5,6		2008-2009 (P)		
1979-1980	-5	3,04	2009-2010 (P)		6,77

source : *Economic Survey 2007-2008, Gouvernement Indien, divers sources gouvernementales, et calculs de l'auteur*

## Sommaire

<b>1</b>	<b>INTRODUCTION .....</b>	<b>1</b>
<b>2</b>	<b>PAUVRETÉ, CROISSANCE ET LIBÉRALISATION .....</b>	<b>2</b>
2.1	Mesures de la pauvreté .....	2
2.1.1	Les résultats en pourcentage .....	2
2.1.2	Les résultats en valeur absolue .....	5
2.2	Mesures de la profondeur (H1) et de la dispersion (H2) de la pauvreté - L'indice de Gini : l'inégalité en général .....	8
2.3	Pauvreté et Inégalités dans les sous-périodes de la libéralisation – Une approche comparative entre les Etats .....	9
2.3.1	Les problèmes de l'évaluation du panier de biens .....	9
2.3.2	Evolution de H0 pendant les deux sous périodes de la libéralisation .....	10
2.3.4	Les facteurs de la diminution plus rapide de la pauvreté dans la seconde sous-période de la libéralisation .....	12
2.4	Conclusion .....	12
<b>3</b>	<b>DEVELOPPEMENT HUMAIN, CROISSANCE ET LIBERALISATION.....</b>	<b>13</b>
3.1	Le développement humain et l'exception Kéralaise .....	13
3.1.1	L'indicateur de développement humain .....	13
3.1.2	Une amélioration notoire du développement humain en Inde .....	14
3.1.3	La composante niveau d'éducation .....	15
3.1.4	La composante Espérance de Vie .....	16
3.1.5	La composante Revenu par tête .....	16
3.2	Disparité et convergence régionale dans le développement .....	17
3.2.1	Test de convergence absolue $\beta$ .....	18
3.2.2	Test de convergence conditionnelle $\beta$ .....	19
3.3	Causalité réciproque entre croissance et développement humain .....	20
3.3.1	Cadre théorique des liens de causalité réciproque .....	21
3.3.2	Liens de causalité entre croissance et développement humain .....	21
3.3.3	Typologie des Etats par type de causalités .....	24
3.4	Conclusion .....	25
<b>4</b>	<b>L'INTERVENTION DE L'ETAT DANS LE SOCIAL ET L'EMPLOI.....</b>	<b>26</b>
4.1	Les dépenses de l'Etat dans le secteur social .....	26
4.2	Dépenses sociales et changement de majorité gouvernementale .....	27
4.3	Améliorer le développement humain par l'emploi .....	28
<b>5</b>	<b>CONCLUSION .....</b>	<b>29</b>
	<b>RÉFÉRENCES.....</b>	<b>31</b>
	ANNEXE 1 : .....	33
	LE COEFFICIENT DE GINI – INDICATEUR D'INÉGALITES .....	33
	ANNEXE 2 : .....	34
	DISTRIBUTION ENTRE POPULATION RURALE ET URBAINE DE 16 ETATS INDIENS .....	34
	ANNEXE 3 : .....	35
	LES INDICATEURS DE PAUVRETE ET D'INEGALITES .....	35
	H0: POPULATION VIVANT SOUS LE LIGNE DE PAUVRETE .....	35
	VARIATION DE H0 .....	36
	VARIATION MOYENNE ANNUELLE PAR PERIODE DE H0 .....	36
	PROFONDEUR DE LA LIGNE DE PAUVRETE H1 .....	37
	VARIATION DE H1 PAR PERIODE .....	37
	VARIATION DE H1 EN MOYENNE ANNUELLE .....	38
	H2 : DISPERSION SOUS LA LIGNE DE PAUVRETE .....	39
	VARIATION DE H2 PAR PERIODE .....	39
	VARIATION EN MOYENNE ANNUELLE DE H2 .....	40
	INDEX DE GINI : COEFFICIENT D'INEGALITE .....	41
	VARIATION DU COEFFICIENT DE GINI PAR PERIODE .....	41

VARIATION EN MOYENNE ANNUELLE DU COEFFICIENT DE GINI .....	42
ANNEXE 4 : .....	44
PIB INDIEN (1950-2007).....	44
<b>Sommaire .....</b>	<b>45</b>